

SÉANCE PLÉNIÈRE**PLENUMVERGADERING**

du

van

LUNDI 21 MARS 2011

MAANDAG 21 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 20 par M. André Flahaut, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: MM. Yves Leterme, Didier Reynders, Mme Laurette Onkelinx, MM. Steven Vanackere et Pieter De Crem.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Conseil de l'Europe: Linda Musin

Empêchées: Carina Van Cauter, Myriam Vanlerberghe, Ine Somers

Gouvernement fédéral

Stefaan De Clerck, ministre de la Justice: devoirs de mandat

Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification: à l'étranger

Proposition de résolution**01 Proposition de résolution concernant la situation en Libye (1308/1-2)****Discussion**

Le texte adopté par les commissions réunies sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1308/2)

01.01 Bert Maertens, rapporteur: Le vendredi 18 mars, les commissions réunies des Relations extérieures et de la Défense ont procédé à un échange de vues sur la situation en Libye en présence du premier ministre et des ministres des Affaires étrangères et de la Défense.

En conclusion de ces débats, une proposition de résolution commune a été déposée. Le dépôt de cette résolution était motivé par l'inquiétude, partagée par tous, face à la recrudescence de la violence et aux violations graves et systématiques des droits de l'homme par les autorités libyennes à l'égard de leur propre population. Dans cette proposition de résolution, le Parlement exprime son soutien à une participation de la Belgique à une action militaire en Libye conformément au mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Parlement souscrit aux trois conditions que le gouvernement pose pour une action militaire internationale, à savoir une demande légitime venant de la Libye, la participation de la Ligue arabe et un mandat des Nations Unies.

Les députés du Vlaams Belang ont déposé une deuxième proposition de résolution identique. La première proposition déposée a été choisie comme base de discussion et commentée par son auteur principal, M. Vercamer.

M. Van der Maelen et Mme Temmerman ont ensuite présenté deux amendements, le premier tendant à citer

explicitement la référence à la résolution 1973 dans le texte, et le second tendant à associer le Parlement à toute modification future de la contribution belge.

Ces amendements ont été retirés lorsqu'un troisième amendement, qui couvrait suffisamment la portée des deux amendements initiaux, a été présenté. Dans cet amendement, la Chambre demande au gouvernement "de garantir en permanence l'implication du Parlement et de reprendre la concertation si de nouvelles circonstances venaient à modifier la nature de l'engagement de la Belgique".

Cette préoccupation est très forte dans tous les groupes. L'implication du Parlement et la concertation avec le gouvernement sur l'opération en Libye doivent être concrétisées et développées. Le président de la Chambre peut prendre une initiative en la matière.

La proposition de résolution, ainsi que le troisième amendement, ont été adoptés à l'unanimité. (*Applaudissements*)

01.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): La semaine passée, les Nations Unies ont pris une décision historique. En adoptant la résolution 1973, le Conseil de sécurité a proclamé officiellement que la communauté internationale est investie de la responsabilité d'assurer la protection de la population civile libyenne contre les agressions du régime Kadhafi.

Après le sommet de Paris de samedi dernier, auquel notre pays a également pris part, une action militaire a été entreprise afin de faire cesser ces agressions.

(*En français*) La démocratie est une valeur universelle. C'est en son nom que le peuple libyen souhaite prendre son destin en mains. C'est aussi en son nom et dans le strict respect des objectifs fixés par l'ONU que nous devons aider ce peuple à gagner sa liberté. Samedi, la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité a été décidée par des représentants au plus haut niveau d'États européens, des États-Unis, du Canada, d'États arabes, de l'ONU, de la Ligue arabe et du Conseil européen.

(*En néerlandais*) Avec l'appui unanime de l'ensemble des groupes politiques de ce Parlement et en exécution des décisions du gouvernement, j'ai confirmé, lors du sommet de Paris, la volonté de la Belgique de contribuer à l'engagement de tous les moyens nécessaires – également militaires – en vue de faire respecter la résolution du Conseil de sécurité. J'ai rappelé à cet égard quels sont les objectifs que nous poursuivons: l'obtention d'un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt immédiat de toute violence à l'égard de civils et le respect du droit international par la Libye.

Afin de réaliser ces objectifs, l'instauration et le maintien d'une zone de non-survol revêtent une importance capitale. Cela suppose la destruction de la défense anti-aérienne libyenne. Cette phase est actuellement en cours. C'est dans ce cadre – et dans le cadre du droit applicable en cas de conflit – que nos militaires seront engagés.

(*En français*) Notre détermination doit rester sans faille. Nous avons pris une décision grave mais juste, dictée par la conscience universelle. Notre pays assumera ses responsabilités avec dignité, car c'est maintenant que le peuple libyen a besoin de notre soutien. Par le vote de votre résolution, notre pays sera à la hauteur de cet enjeu.

(*En néerlandais*) Il va de soi que le gouvernement demeure entièrement à la disposition du Parlement. La situation institutionnelle justifie d'autant plus l'établissement d'un contact permanent entre le gouvernement et le Parlement.

Enfin, je salue nos militaires appelés à participer à cette action qui n'est pas sans risques. La Nation leur en est pleinement reconnaissante. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

01.03 Peter Luykx (N-VA): L'opération Aube de l'Odyssée a commencé samedi dernier. Pendant que le sommet diplomatique – auquel participaient notre premier ministre et notre ministre des Affaires étrangères – se réunissait à Paris pour une ultime concertation, des chasseurs français attaquaient les positions des partisans de Kadhafi près de Benghazi. Les forces britanniques, américaines et canadiennes sont également entrées en action un peu plus tard. Sans doute les règles d'engagement ont-elles également été définies

pour la participation de la Belgique et des ses chasseurs F-16 et d'un chasseur de mines à l'opération.

Le groupe N-VA se félicite de ce que la communauté internationale mette un frein aux agissements de Kadhafi. Vendredi dernier, tous les groupes ont donné au gouvernement un mandat parlementaire à cet effet. Cette intervention militaire constitue la seule initiative logique pour mettre un terme au massacre de civils innocents et de rebelles. Les mesures prises antérieurement, en ce comprise la résolution 1970, n'avaient pas permis de stopper Kadhafi.

À juste titre, d'aucuns s'étaient interrogés sur l'attitude adoptée précédemment à l'égard de Kadhafi. Et à raison aussi, d'autres s'étaient demandé ce qui devait se passer après. Mais cela n'enlève rien à la nécessité de cette intervention.

En outre, nous approuvons cette intervention à condition, et c'est une condition importante prévue par l'amendement, qu'un gouvernement en affaires courantes ne puisse en cette matière prendre aucune décision majeure sans y associer le Parlement.

J'espère que l'unanimité à laquelle sont parvenus la coalition internationale mais aussi tous les groupes représentés dans cet hémicycle sera inébranlable dans l'intérêt de nos militaires qui accomplissent leurs missions avec dévouement et conviction car en apposant ma signature au bas de cette résolution, je me sens également impliqué dans leur destinée, et cela tant à titre personnel que politiquement.

Mon groupe se rend parfaitement compte de la portée de cette décision. Cette opération sera tout sauf une formalité. L'exclamation "*We go to war*" lancée par notre collègue Francken en commission n'était pas un cri de guerre mais un pronostic objectif de ce qui nous attend car nous serons inévitablement confrontés à un spectacle de violence et de destruction. Kadhafi ne laissera passer aucune occasion d'impliquer des citoyens innocents dans ce conflit et le combat sera long. Tout cela n'enlève toutefois rien au fait qu'il s'agisse d'une décision juste.

Cependant, nous devons nous demander si notre participation à cette opération n'aura aucune répercussion sur notre sécurité intérieure. Nous devons nous garder de dédaigner les menaces de Kadhafi. J'attends donc avec intérêt de connaître le point de vue du ministre sur cette question précise.

L'approche quelque peu improvisée de la coalition de bonnes volontés m'inquiète également. Au départ, l'OTAN devait en prendre la direction mais des motifs politiques ont mené à une coalition de circonstance dans laquelle la France joue clairement un rôle de chef de file. Il s'agissait d'éviter à tout prix la perception d'une attaque orchestrée exclusivement par l'Occident. C'est pourquoi il est capital de réserver aussi un rôle important à la Turquie. En dépit du soutien de la Ligue arabe, aucun pays de la région, à l'exception du Qatar, n'est disposé pour le moment à soutenir l'action militaire. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis apportent bien leur appui politique à la coalition, mais le premier ministre ne craint-il pas que ce soutien serve aussi à détourner l'attention de leur présence à Bahrein? J'espère, dès lors, que nous conserverons suffisamment le sens critique.

Cette intervention doit aussi viser à rechercher Kadhafi, à l'arrêter et à le traduire devant la Cour pénale internationale de La Haye, étant donné qu'il ne va pas se rendre spontanément.

Par ailleurs, force est toutefois de constater que cette opération militaire ad hoc, aussi légitime et nécessaire soit-elle, constitue un recul pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne. Le rêve d'une armée européenne unique est ainsi plus lointain que jamais. (*Applaudissements*)

01.04 Patrick Moriau (PS): Les membres des commissions Relations extérieures et Défense se sont rangés unanimement, vendredi, derrière le gouvernement, afin de protéger la population libyenne contre la folie vengeresse du colonel Kadhafi. L'opération "Aube de l'Odyssée" lancée ce week-end par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis a probablement évité un bain de sang à Benghazi.

Mon groupe soutiendra sans faille toute opération qui se déroulera dans le cadre précisé en vue de l'objectif de pacification. Les conditions des opérations sont: un mandat des Nations Unies, le soutien des organisations régionales et la demande de la population libyenne. Il s'agira de rester dans le cadre strict de la résolution 1973, sans quoi les opposants à ces opérations pourraient y voir une nouvelle croisade occidentale dont l'objectif serait la défense cynique de nos intérêts énergétiques.

L'absence de l'OTAN au premier plan et les doutes exprimés par la Ligue arabe ce week-end m'ont fait craindre un dérapage vers une opération d'occupation.

Pour mon groupe, il doit être clair que nous agissons dans le cadre de l'ONU et de l'OTAN. Les moyens utilisés doivent être concertés au sein de la communauté internationale, et proportionnés. Ils devront diminuer au maximum les risques pour les populations locales et pour nos militaires.

Affaires courantes obligent, le gouvernement doit continuer à compter sur le soutien unanime de la Chambre. Nous devons être informés de l'évolution de la situation et des règles précises d'engagement de nos militaires. Toute modification au volet opérationnel du mandat onusien devra passer par une concertation avec le Parlement.

Nous sommes satisfaits d'apprendre que la Belgique plaidera pour ramener le plus vite possible les opérations dans le giron de l'OTAN.

Nous devons épauler ce Printemps des peuples dans le monde arabe, sans nous y substituer. Au-delà de l'intervention militaire, il restera énormément à faire sur les plans économiques, humanitaires, sociaux et culturels. (*Applaudissements*)

01.05 Daniel Bacquelaine (MR): Cette décision est grave, juste et digne, car nous ne pouvons rester indifférents à une répression sanglante.

Je salue l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne. Vendredi, nous avons soutenu la décision de suivre la résolution des Nations Unies et le positionnement des pays arabes. Il ne s'agit pas d'une intervention des Occidentaux en Libye, mais de défendre la conscience universelle.

Notre soutien doit être sans faille. Chacun doit mesurer la gravité de la décision qu'il prend. Cette détermination doit aussi être inscrite dans la durée, dans la recherche de l'efficacité et de la proportionnalité des moyens mis en œuvre aux objectifs poursuivis.

Il s'agit d'éviter que Kadhafi ne réprime son peuple en toute impunité, et il doit donc être mis hors d'état de nuire. Pour ce faire, des opérations militaires devront être réalisées. Ces opérations risquent de faire des victimes. Nous devons en assumer la responsabilité.

Maintenant que les opérations ont commencé et que nos forces seront bientôt engagées, il faut garder notre unanimité, notre détermination. En soutenant le gouvernement et les Nations Unies, nous devons assumer ensemble les risques encourus.

Soyez donc assurés du soutien du MR quant à la décision courageuse prise de concert avec les Nations Unies.

Nous serons attentifs à ce que cette opération soit menée dans un objectif d'efficacité, de proportionnalité, de bien public et de conscience universelle. (*Applaudissements*)

01.06 Stefaan Vercamer (CD&V): Il a beaucoup été question au cours des dernières semaines du lancement d'une action militaire internationale contre le colonel Kadhafi mais une telle décision ne peut être prise à la légère et il ne peut s'agir que de l'ultime extrémité. L'élément crucial d'une participation belge à l'action est la réunion des trois conditions sur lesquelles le gouvernement et le Parlement étaient d'accord: une demande légitime de la part de la Libye, la participation de la Ligue arabe et un mandat des Nations Unies. Vendredi dernier, nous avons fixé ces trois conditions dans une résolution et avons exprimé notre soutien à une action internationale sous mandat des Nations Unies.

Il s'agit donc d'une décision lourde de conséquences mais inspirée par une grande inquiétude face à la recrudescence de la violence contre la population libyenne. La décision est encore plus délicate lorsque des soldats belges sont impliqués dans les actions sur le terrain. Nous espérons que l'opération se déroulera sans problème et nous souhaitons beaucoup de courage à nos soldats et à leurs familles.

De nombreux membres ont déjà évoqué notre *responsibility to protect*. Nous pouvons y adhérer mais il faut être bien conscient que ce principe de droit n'est pas reconnu internationalement. Qu'implique-t-il exactement? Le principe de *responsibility to protect* signifie que nous intervenons en cas de génocide, d'épuration ethnique ou de crime contre l'humanité, que nous devons nous efforcer de veiller à ce que ce type de situations n'entraîne pas d'escalade et que nous nous engageons pour la reconstruction d'une société à la suite de la catastrophe. Il s'agit donc d'un engagement à long terme. Nous devons dès lors nous demander dès aujourd'hui quels efforts nous sommes prêts à fournir à long terme en Libye et dans l'ensemble de la région.

Nous devons veiller à ne pas fournir à Kadhafi le moindre alibi qui l'autoriserait à dépeindre notre intervention comme une nouvelle croisade. C'est la raison pour laquelle il est capital que notre intervention emporte l'adhésion d'un segment important de la population de cette région du monde et que la Ligue arabe s'y rallie pleinement.

Nous demandons au gouvernement d'informer le Parlement le plus précisément possible, à plus forte raison si la situation devait évoluer de façon inattendue. Il faut donner à nos militaires des règles d'engagement dénuées de tout équivoque ainsi qu'un mandat solide. J'espère que la commission mixte Chambre-Sénat qui assure un suivi des missions à l'étranger pourra se réunir le plus rapidement possible.

Le CD&V n'est pas un parti de faucons mais il estime qu'une intervention militaire est quelquefois l'ultime mais inéluctable option. Dans le cas présent, cette option comporte des risques importants et est susceptible de connaître des évolutions inattendues. Nous devons donc avoir pour mots d'ordre prudence et nuances.

L'UE a un rôle important à jouer dans cette crise. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont nos voisins de l'autre côté de la Méditerranée. L'Europe doit montrer aux jeunes qui se battent pour la démocratie que nous les soutenons et que nous désavouons leur ancien dirigeant corrompu. Cette aide est fournie sous la forme de fonds mais également par des actions visibles sur le terrain. Il importe que, parallèlement aux actions militaires, nous initiions également un processus diplomatique et politique intense et que nous dialoguions avec les forces démocratiques libyennes qui veulent collaborer avec l'Europe.

Puisse cette action nous inciter à réfléchir sur nous-mêmes et à une certaine modestie. Notre pays a également fourni des armes au régime libyen. Nous avons également des liens économiques avec la Libye. Nous avons également omis, pendant les visites officielles, d'aborder suffisamment le thème des droits de l'homme.

Notre groupe soutient la participation de la Belgique à l'action internationale sous mandat de l'ONU, dans un cadre clair et avec un maximum de garanties de sécurité pour nos soldats.

Je souhaite beaucoup de courage à nos militaires et à leurs familles. (*Applaudissements*)

01.07 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Je me félicite de la nouvelle procédure qui est suivie lors de la prise de décision relative à la participation de notre pays à une opération à l'étranger. Vendredi dernier, les commissions compétentes se sont déjà réunies et aujourd'hui, trois jours plus tard, nous pouvons déjà adopter une résolution en séance plénière. En adoptant cette méthode, nous suivons l'exemple des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne. En ce qui me concerne, cette procédure devrait être d'application pour chaque mission à l'étranger. J'invite dès lors tous les parlementaires à examiner ma proposition de modification de la Constitution en la matière.

Vendredi, en commission, l'ambiance était quasi euphorique. J'ai pointé à cette occasion les risques et les dangers inhérents à cette opération, sans soupçonner toutefois que nous serions confrontés à ces risques à si bref délai.

En ce moment, je pense que nous sommes exposés à trois risques.

Le premier risque est que notre intervention ne bénéficie plus du soutien de la communauté internationale. J'appelle le premier ministre ainsi que les membres de son gouvernement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter une telle évolution. J'ai appris que l'Union Africaine est désormais en proie au scepticisme et qu'une réunion à laquelle participeront la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)

se tiendra le 25 ou le 26 mars afin d'examiner cette question.

Le soutien des pays arabes est capital. Or ces derniers jours, il a vacillé. L'opération en Libye est une opération risquée dans une région très instable où une grande suspicion à l'égard de l'Occident règne et où des dictateurs sont restés plus de trente ans au pouvoir. On doute de nos bonnes intentions. En outre, cette région du monde est une poudrière en raison des tensions entre chiites et sunnites, entre l'Arabie saoudite et l'Iran, et entre la Palestine et Israël. Si nous perdions le soutien des pays arabes et africains, nous serions donc confrontés à un problème très épineux.

Le deuxième risque est l'élasticité de la résolution, cette élasticité étant aussi appelée ambiguïté constructive. Ces derniers jours, j'en ai entendu plusieurs interprétations. J'appelle le gouvernement à éviter une ambiguïté destructive de même que toute interprétation occidentale unilatérale. Il y a toujours des groupes qui veulent repousser les confins d'une résolution. Le problème de la Ligue arabe trouve peut-être son origine dans le fait qu'elle interprète la zone d'exclusion au sens strict tandis que nous l'interprétons dans un sens beaucoup plus large dans la mesure, notamment, où nous voudrions également pouvoir bombarder des chars d'assaut. Il est impératif de clarifier les contours précis du mandat donné par cette résolution.

La question se pose de savoir si cette résolution autorise des troupes terrestres. D'aucuns répondent à cette question par la négative. Des forces spéciales sont déjà présentes actuellement pour fournir des informations aux avions. D'autres affirment que des troupes terrestres peuvent être engagées pour porter secours à l'équipage d'un appareil abattu et d'autres encore plaident enfin pour de véritables troupes terrestres qui, si besoin est, peuvent combattre aux côtés des insurgés.

Pour notre groupe, cette dernière interprétation n'est pas conforme à la résolution. En outre, l'occupation libyenne est opposée à l'engagement de troupes terrestres et les États-Unis ne sont pas davantage demandeurs. Je m'interroge sur la faisabilité de l'engagement de troupes terrestres sans les États-Unis. Notre ministre de la Défense a déjà déclaré que notre pays n'enverrait jamais de troupes terrestres, mais il n'exclut pas pour autant que d'autres pays le fassent. Je pense que le monde arabe réagirait très négativement à une invasion.

Un deuxième risque découle de l'imprécision, dans la résolution, quant au fait de savoir si un changement de régime fait partie des objectifs. Le ministre de la Défense indique qu'il convient de lire conjointement les résolutions 1970 et 1973 et, dès lors, d'amener éventuellement le colonel Kadhafi jusque devant la Cour pénale internationale. Pour le ministre des Affaires étrangères, toutefois, l'opération n'a pas pour objectif de renverser le régime. Les États-Unis adoptent également ce point de vue. Ici aussi, il y a donc aussi une certaine ambiguïté.

Un troisième risque réside dans l'intervention militaire. Qui exactement exerce le commandement? S'il s'agit d'une même opération dans un seul espace aérien, il faut aussi un commandement unique. L'opération est déjà assez complexe en soi. Nos militaires vont assurément vivre des moments difficiles. Le colonel Kadhafi n'hésitera pas à installer son matériel militaire dans les villes, à proximité de bâtiments publics comme des hôpitaux. J'en appelle au gouvernement pour faire en sorte que les militaires fassent preuve d'une extrême prudence et qu'ils n'ouvrent le feu qu'en parfaite connaissance de cause, car le colonel Kadhafi est à l'affût d'une erreur de notre part.

Le sp.a votera en faveur de cette résolution. Ce faisant, nous marquons uniquement notre approbation sur une intervention militaire dont le but est de protéger la population libyenne contre des actions sanglantes. Ce vendredi en commission, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que cette résolution tendait à arrêter le bain de sang et n'avait pas pour objectif un changement de régime. Nous appuyons la résolution sur la base de cette déclaration. J'en appelle au premier ministre pour qu'il plaide, au sein de son gouvernement et sur la scène internationale, pour que cessent les notes discordantes que l'on entend aujourd'hui.
(Applaudissements)

01.08 Theo Francken (N-VA): Je partage bon nombre des préoccupations exprimées par M. Van der Maelen. La résolution 1973 n'évoque en effet pas un changement de régime, cette question faisant l'objet de la résolution 1970 adoptée auparavant. Le sp.a est-il disposé à arrêter ou à faire arrêter le colonel Kadhafi pour qu'il soit traduit devant la Cour pénale internationale? Comment oeuvrerons-nous en faveur d'un changement de régime? En y incitant les rebelles ou en engageant nos forces terrestres? Selon moi, le

changement de régime fait bel et bien partie des missions de la coalition.

01.09 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le sp.a a toujours plaidé pour que ceux qui violent les droits de l'homme soient traduits le plus rapidement possible devant la Cour pénale de La Haye.

01.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le Parlement ne doit-il pas tenter de dépasser l'actualité du jour? Le 20 mars, des manifestants ont été la cible de tirs en Syrie, l'ambassadeur du Yémen à l'ONU a démissionné en signe de protestation contre l'usage de la force contre des manifestants dans son pays et l'Arabie saoudite a envoyé des chars à Bahreïn pour y réprimer une insurrection populaire démocratique. Le 19 mars, il y aurait eu des appels à la neutralisation des manifestants en Côte d'Ivoire et il y a été question d'attaques de mortier.

Si l'indignation à l'égard de la répression de Kadhafi est légitime, il convient tout autant de s'indigner des dérives observées dans d'autres pays. Nous devons également oser envisager des sanctions diplomatiques et économiques ainsi que des embargos sur les armes à l'égard de dictatures qui, incidemment, sont des alliés géostratégiques de l'Occident. L'Arabie saoudite est peut-être bien une alliée, mais il s'agit également d'une des pires dictatures au monde. Nous devons, en tant que parlementaires, dépasser l'aveuglement sélectif. Nous devons consacrer un débat de fond à nos relations avec l'étranger.

L'usage de la violence n'est jamais évident et ne pourra jamais l'être. Nous devons agir avec la plus grande prudence. Toutefois, lorsque des droits humains sont bafoués à très grande échelle, la communauté internationale dont nous faisons partie ne peut rester sur la touche. Nous devons intervenir lorsque cela s'avère nécessaire pour éviter une escalade des souffrances endurées par la population civile.

L'insurrection populaire démocratique qui s'est amorcée en Libye a été contrée par Kadhafi. *Human Rights Watch* a parlé de protestations pacifiques réprimées dans le sang, de disparitions et d'exécutions. Des journalistes de la BBC ont fait état de tortures sur des prisonniers libyens et la Croix-Rouge a déclaré que nous devons nous préparer à une catastrophe.

Le colonel Kadhafi a lancé blindés, artillerie et avions contre des manifestants pacifiques. *Human Rights Watch* évoque des centaines de morts, le Conseil libyen pour les droits de l'homme six mille. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, les réfugiés sont au moins au nombre de 180 000.

La *responsibility to protect* constitue un noble principe de l'ONU, dont le mandat me réjouit. La Ligue arabe et l'opposition libyenne ont marqué leur accord sur une intervention internationale. Leur adhésion s'explique par le fait qu'il s'agissait de l'ultime solution envisageable. Nombreux sont ceux qui estiment que la communauté internationale intervient tardivement et s'est montrée trop prudente. L'intervention devait toutefois être légitimée sur le plan juridique et pouvoir compter sur l'adhésion de la région et des forces démocratiques libyennes. Nous apportons notre soutien à cette intervention militaire parce que nous voulons donner à la révolte du peuple libyen toutes les chances de succès et souhaitons mettre un terme à la souffrance des civils.

Si nous adhérons au principe de la *responsibility to protect*, nous ne donnons toutefois pas un blanc-seing. Cette opération doit être montée avec intelligence, limiter autant que possible les victimes civiles et conserver l'appui des pays arabes et de l'opposition libyenne. Ces derniers jours, des problèmes ont semblé-t-il surgir sur ce plan et nous souhaitons en débattre. Un certain nombre de conditions doivent être remplies, la première d'entre elles étant une définition claire de l'objectif final poursuivi. À ce sujet, nos ministres Vanackere et De Crem et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont fait des déclarations divergentes.

Il convient d'être prudent, de débattre et d'agir rationnellement. Les objectifs de cette intervention ne sont pas clairs. Que fera-t-on si Kadhafi dépose les armes et veut un accord politique avec les rebelles mais que ces derniers veulent malgré tout marcher sur Tripoli? Quelle position politique et militaire la communauté internationale adoptera-t-elle dans ce cas? Kadhafi doit évidemment être traduit devant la Cour pénale internationale mais, à notre estime, l'opération internationale constitue avant tout une opération de soutien en faveur du mouvement populaire démocratique qui était menacé par la répression de Kadhafi. Nous ne pouvons pas nous substituer à la dynamique libyenne interne et commettre l'erreur d'instaurer une démocratie à l'occidentale sans tenir compte des pays arabes. L'opposition libyenne se réjouit de l'intervention mais elle s'oppose explicitement au déploiement de forces terrestres. Nous devons respecter

cela.

Une certaine confusion entoure la portée de la résolution des Nations Unies. C'est précisément la raison pour laquelle nous devons être rationnels et analyser la situation pour déterminer quelles initiatives devront être prises. Ne soyons pas naïfs: la Libye présente d'énormes intérêts économiques et pétroliers. Il s'agit d'éviter que le pays soit colonisé économiquement. Il faut également respecter la souveraineté du peuple libyen.

Les premières fissures dans la coalition sont apparues d'emblée. L'opposition des pays arabes s'est de nouveau dissipée entre-temps, mais la situation peut évoluer très vite. Si certains pays arabes ont été inquiets des événements en Libye, c'est la preuve que nous n'avons pas communiqué adéquatement à leur adresse. Nous devons veiller à l'adhésion dans les pays arabes. Toute solution politique en Libye devra de toute manière être mise en œuvre, en effet, avec les pays arabes et avec l'opposition libyenne.

Qui dirige l'opération? Au sein de l'OTAN, les avis sont manifestement partagés et ce n'est pas bon signe. Nous devons veiller à conférer à cette opération une assise diplomatique.

J'ai déjà dénoncé la sélectivité et l'hypocrisie de la communauté internationale et j'ai répété que nous devons être attentifs aux dysfonctionnements dans la région considérée plus largement. Nous devons nous livrer à une réflexion sur l'opportunité de nos exportations d'armes en faveur de dictateurs et sur la destination finale de ces armes. Notre politique étrangère doit adopter une dimension morale plus large. Des années durant, nous avons fait les yeux doux à des tyrans comme Kadhafi. Nous devons faire plus qu'exprimer notre indignation face aux situations inacceptables dont nous sommes témoins en Libye. Nous devons mener un débat structurel sur ces situations qui se produisent du reste également ailleurs. C'est l'enseignement du dossier libyen.

Ce débat parlementaire est une bonne chose. Ce gouvernement est en affaires courantes. La participation du Parlement doit être absolue. Je demande que la commission spéciale de suivi pour les opérations à l'étranger se réunisse cette semaine encore car la situation en Libye évolue très rapidement. Je demande à prendre connaissance des règles d'engagement et des exceptions que la Belgique y aurait éventuellement faites. Le Parlement doit décider de l'évolution des choses. Le gouvernement doit communiquer correctement avec le Parlement et l'opinion publique. Des militaires belges sont concernés par cette opération. Ils ont droit eux aussi à la clarté. (*Applaudissements sur les bancs d'Ecolo-Groen!*)

01.11 Gwendolyn Rutten (Open Vld): En politique, et a fortiori en politique internationale, les alliés ou ennemis pour toujours n'existent pas. Il existe assurément des intérêts, des convictions et des principes qu'il est de notre devoir de préserver.

C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui en Libye. De personnes et de leurs droits et d'un chef d'État qui utilise son arsenal militaire contre sa propre population. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants qui courent le risque d'être abattus parce qu'ils en ont assez de la dictature de M. Kadhafi, parce qu'ils aspirent à une vie meilleure et parce qu'ils souhaitent quelque chose que nous considérons chez nous comme une évidence, la démocratie.

La communauté internationale ne peut tolérer une telle situation. Nous ne pouvons pas être les spectateurs de la transformation du Printemps arabe en Srebrenica arabe.

Dès lors, au nom de mon groupe, je me réjouis de la résolution adoptée par les Nations Unies jeudi soir. Il était temps car la communauté internationale était en train de rater le *momentum*, ce qui aurait été néfaste pour les Libyens mais aussi pour la crédibilité de la communauté internationale.

Après la précédente résolution 1970, le renvoi de M. Kadhafi devant la Cour pénale internationale, il y a à présent également la résolution 1973. L'expression *responsibility to protect*, même contre les dirigeants du pays si nécessaire, est essentielle dans cette résolution. La résolution constitue un moyen juridique important et personne n'a prononcé son veto. La Russie et la Chine se sont abstenues.

L'appui de la Ligue arabe est important. Si l'ONU et la Ligue sont sur la même longueur d'onde, les risques de récupération par l'Occident et de rhétorique de croisade seront moindres. L'attention se concentrera alors sur l'essentiel: les droits de l'homme et la protection de civils innocents.

Les résolutions sont une chose, les mettre en œuvre en est une autre. Nous n'avions pas de temps à perdre. Dans la nuit de jeudi à vendredi, la résolution des Nations Unies était adoptée et, dès vendredi, tant le gouvernement que notre commission au sein du Parlement se sont réunis, initiatives qui ont débouché sur notre soutien unanime à l'engagement de la Belgique. Certains ont critiqué la célérité avec laquelle les événements s'enchaînent. La prudence est bien évidemment de mise. Je suis convaincue que ces actions viennent en leur temps. La chute de Benghazi a pu être évitée in extremis.

Je me réjouis qu'en concertation avec le Parlement, le gouvernement ait rapidement joué sur la balle. Une mission comme celle-ci ne constitue toutefois pas une partie de plaisir. La voie vers la Libye était toute tracée, celle qui nous en extirpera l'est beaucoup moins. Je demande au gouvernement d'organiser, à chaque étape de ce conflit, une concertation avec le Parlement, dans le respect de nos engagements internationaux et sachant qu'il nous faut l'appui de la Ligue arabe et des gens sur place.

Il importe que le mandat des Nations Unies soit respecté. Si nous nous engageons aujourd'hui dans le cadre d'une *coalition of the willing*, je m'en réjouis. Une opération sous la bannière de l'OTAN serait toutefois préférable, en ce sens qu'elle impliquerait l'appui de la Turquie.

Le soutien de la Ligue arabe et de la population libyenne est extrêmement précieux car il permettra de réconcilier deux mondes au lieu de les éloigner de plus en plus. Il s'agit là d'une mission qui incombe au ministre des Affaires étrangères et à ses diplomates. Ils doivent faire en sorte que la coalition n'éclate pas sous l'effet de manœuvres et d'intrigues extérieures.

C'est le défi que nous devons relever. Pour y parvenir, il s'agira pour nous de ne jamais se laisser dépasser par les événements. Les égos des uns et des autres auront beaucoup moins d'espace pour s'exprimer que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

Cette guerre est aussi une guerre de propagande. Les images diffusées à travers le monde par divers canaux sont autant d'éléments dans la partie qui se joue en ce moment même. En tant que députés, nous devons avoir le courage de nous laisser guider par notre conviction mais aussi par les faits.

Aujourd'hui et au cours des derniers jours, nous avons dû faire preuve de courage. Je compte sur notre Parlement pour faire preuve du même courage lorsque cette opération aura été accomplie et que le peuple libyen pourra ensuite construire sa démocratie et sa prospérité. (*Applaudissements*)

01.12 Gerolf Annemans (VB): Je sais depuis plus de 25 ans que M. Kadhafi est un fou lunatique. Sa présence en tant que chef de l'État est un scandale depuis 30 ans en vertu du droit international. Je me réjouirais de son départ. Je suis heureux que tout le monde pense comme moi aujourd'hui.

Nous menons depuis quelque temps une discussion sur ce qu'un gouvernement en affaires courantes peut faire. Il s'avère aujourd'hui qu'un tel gouvernement peut également partir en guerre. Le gouvernement n'est pas mandaté pour mener des opérations militaires. Il doit donc agir avec la plus grande réserve. Mener de temps à autre un petit débat parlementaire ne change rien au problème.

Nous sommes donc très réticents, et plus encore en apprenant la nature des objectifs. M. De Crem parle de troupes au sol et de la construction d'une société. Le premier ministre parle de bombardements sur des installations et des bâtiments du gouvernement.

L'image que nous avons de l'intervention vendredi est en train de s'orienter progressivement vers un changement de régime qui, selon certains, figure dans la résolution 1970 mais qui ne s'y trouve pas selon moi. Nous devons en effet conduire M. Kadhafi à La Haye, ce qui impliquera un changement de régime. La résolution 1970 est combinée à la résolution 1973 et aux termes *all necessary measures*.

Le gouvernement nous engage dans une guerre terrestre ou en tout cas une guerre que, vendredi dernier, je n'imaginais pas que nous entreprendrions. Nous ne devons intervenir en Libye que pour protéger des manifestants pacifiques ou la population civile.

Nous ne voulons pas nous enliser dans une situation militaire sans issue prévisible en faveur d'un dirigeant

inconnu. En effet, nous ignorons totalement quels sont nos interlocuteurs sur place et en faveur de qui nous oeuvrons à l'installation d'un nouveau régime. Le régime de Kadhafi est fondé sur la Jamahiriya, une sorte d'assemblée du peuple de chefs bédouins dont Kadhafi est une sorte de porte-parole sur la scène intérieure et internationale. Pour le surplus, le pays forme un écheveau inextricable d'alliances. Cette situation constitue une raison suffisante de plaider en faveur de la plus grande réserve.

Le premier ministre israélien a déclaré ce week-end encore que l'image d'un éden Google et d'un paradis Facebook constitue un mirage qui dissimule la possibilité pour tous les régimes concernés de basculer vers une forme d'islamisme.

Comme on peut le lire dans la presse internationale, la ville de Benghazi semble constituer un bastion de l'islamisme en Libye et en général. Les mots d'ordre que l'on y entend sont des mots d'ordre religieux. Les agendas politiques qui y circulent sont des agendas religieux. Après le départ de Kadhafi, à qui aurons-nous affaire? Nous ne pouvons tout de même pas nous engager dans un conflit de longue durée pour mettre ou maintenir en selle un Libyen ou un calife de Benghazi!

Quelle a été notre stratégie à long terme le week-end dernier et quelle sera-t-elle à l'avenir? Je songe à cet égard à la cacophonie entendue du côté de la Ligue arabe au cours du week-end. Je songe également à la Chine et à la Russie. Les liens de la Turquie avec l'OTAN empêcheront sans doute cette dernière d'intervenir.

Les États-Unis tentent de se dérober s'agissant du commandement de la coalition et l'Afrique du Sud se distancie de l'objectif de changement de régime. Et que dire de l'alliance de pays comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou les Emirats arabes dans une coalition qui cherche à garantir la démocratie dans le pays arabe que constitue la Libye?

Nous ne sommes pas bien entourés. De plus, l'Europe n'est pas unanime. Le fait que la Belgique emboîte encore le pas à la France ne me rassure pas. M. Sarkozy agit pour des raisons électorales qui nous sont complètement étrangères.

Dans ce dossier, il n'a pas été réfléchi à un retour de manivelle contre le monde occidental.

Le Vlaams Belang s'oppose à tout chèque en blanc. En tant qu'Européens convaincus, nous adhérons aux arguments du "non" allemand aux Nations Unies. L'Allemagne, qui a examiné attentivement l'usage de la force militaire, tout comme ses conséquences et ses limites, a discerné des risques importants. On ne peut pas sous-estimer la probabilité d'importantes pertes de vies humaines. Si les actions proposées s'avéraient insuffisantes, nous risquons d'être entraînés dans un conflit militaire de longue durée touchant l'environnement élargi de la Libye. On ne peut pas s'engager dans un conflit militaire en partant du postulat optimiste que les résultats seront rapides et les victimes peu nombreuses.

L'immigration illégale depuis l'Afrique du Nord vers l'Europe constituera l'un des principaux problèmes de ce siècle. Il importe de quitter le plus vite possible la Libye. Et si nous voulons tout de même agir utilement, faisons en sorte de servir nos propres intérêts dans la région, à savoir de lutter contre l'immigration clandestine par un blocus maritime.

Kadhafi a conclu des accords de façade avec l'Occident. Il a triché. Puisque nous sommes sur place, profitons-en pour sécuriser nos frontières au sud de la Méditerranée.

Nous devons donner clairement le signal que la libération des habitants des pays nord-africains constitue pour eux une raison de rester chez eux et qu'il ne sera toléré sous aucun prétexte qu'ils fuient vers l'Europe.
(Applaudissements sur les bancs du VB)

01.13 Christian Brotcorne (cdH): Le cdH soutient pleinement cette résolution 1973 parce que cela fait suffisamment longtemps que nous ne cessons d'interpeller le ministre des Affaires étrangères pour que la communauté internationale prenne ses responsabilités.

Notre soutien est total parce que nous agissons conformément au droit international. Aujourd'hui, si nous sommes face à cette résolution, c'est parce qu'un tyran mène des exactions à l'égard de son peuple.

Il est indispensable d'obtenir ce soutien de la part d'organisations régionales, de la Ligue arabe en particulier. Il faut à tout prix éviter de tomber dans le travers d'une énième reproduction d'une guerre de civilisation de l'Occident contre le monde musulman.

Il était aussi nécessaire que le peuple libyen soit demandeur de l'intervention internationale.

Pour conserver le soutien de l'organisation régionale ou du peuple libyen, il importe de s'en tenir aux injonctions de la résolution des Nations Unies. Nous devons mettre celle-ci en œuvre en nous limitant à ce qu'elle prescrit!

À cette fin, il est impératif que nous connaissions, très précisément, les modalités de l'engagement de nos troupes dans le cadre de cette opération internationale. Quelles sont les règles applicables? S'agit-il de règles OTAN? S'agira-t-il d'un commandement unifié ou non? Si oui, quel type de commandement sous l'égide de l'OTAN? C'est également nécessaire pour que la Chambre puisse continuer le contrôle parlementaire de l'engagement de nos troupes à l'étranger.

L'intervention internationale a aussi le mérite de donner des gages aux évolutions en Tunisie et en Égypte.

La situation actuelle entraînera des difficultés au sein de la population libyenne. Il y aura des déplacements de population à l'intérieur du territoire, mais également vers des États étrangers. Il faut que, parallèlement aux opérations militaires, une phase humanitaire soit pensée et concrétisée.

Il faut que l'Union européenne se mette à réfléchir à ses futures relations avec l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. L'Union européenne doit revoir la manière dont elle envisage de venir en aide à ces populations.

Je voudrais avoir une pensée pour nos militaires. Nous autoriserons l'engagement de nos troupes à l'étranger. Ce genre de décision n'est jamais sans risque. Nous devons leur faire savoir que nous sommes à leurs côtés. (*Applaudissements*)

01.14 Jean Marie Dedecker (LDD): Le ministre vénézuélien du pétrole Juan Pablo Pérez a déclaré un jour que le pétrole représente les déjections du diable. D'après une enquête relative au rapport entre la démocratie et la possession de pétrole menée par la Banque mondiale entre 1996 et 2004, les pays producteurs de pétrole à travers le monde font partie des 25 % de pays où la démocratie est la moins bien respectée. À côté de la Libye, il reste donc beaucoup à faire dans le monde.

Je soutiens entièrement la résolution 1973 parce que nous sommes partiellement complices du sort des victimes actuelles. Nous tenons aujourd'hui des discours grandiloquents sur le sort de la Libye et le colonel Kadhafi mais celui-ci a été accueilli il y a quelques années par l'ancien premier ministre M. Verhofstadt et invité à boire le thé par le président de la Chambre de l'époque, M. Herman De Croo.

Nous sommes complices depuis des années. M. Kadhafi a en son temps commandité l'explosion d'une discothèque à Berlin. En 1988, il a fait exploser un avion au-dessus de Lockerbie. Je m'adresse au PS – spécialiste des grands discours – et au cdH pour rappeler que c'est la Fabrique Nationale de Herstal qui a livré des armes et vendu des balles.

Il y a cinq ans, M. Berlusconi a fait un cadeau de 5 milliards de dollars à M. Kadhafi pour décourager l'immigration vers l'Europe.

À la suite des travaux préparatoires de l'ancien ministre des Affaires étrangères M. De Gucht, la Belgique a soutenu l'adhésion de la Libye au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

C'est la raison pour laquelle nous devons apporter notre soutien total à la résolution ainsi qu'à l'intervention, et même oser aller au-delà car quand on fait la guerre, on ne peut faire les choses à moitié. Aux yeux de l'Occident, le colonel Kadhafi est un personnage très controversé depuis longtemps. Avec cette *coalition of the willing*, nous pouvons proclamer pour la première fois que les grandes puissances sont sur la même longueur d'onde. Aujourd'hui, nous devons donc aller jusqu'au bout. En menant l'opération *Tempête du Désert*, l'ancien président américain George W. Bush avait tenté d'éliminer Saddam Hussein en vertu d'une

logique analogue. Douze ans plus tard, les Américains ont dû retourner en Irak pour atteindre cet objectif. Ils nous ont enseigné qu'il faut s'attaquer non seulement aux racines du mal mais aussi à ses fruits.

Je comprends parfaitement la décision prise. Dans un gouvernement en affaires courantes, l'assentiment du Parlement est toutefois requis pour ce genre de choses. Je soutiens totalement l'action gouvernement car si nous ne faisons rien aujourd'hui, cela équivaudrait à une négligence coupable.

01.15 Laurent Louis (indép.): La communauté internationale se devait de réagir face à la situation en Libye, comme elle devrait le faire à l'égard de tous les États qui ne respectent pas les droits de l'homme.

J'encourage nos militaires qui risqueront leur vie au nom de notre pays.

Cependant, le recours à la guerre est-il le meilleur choix? Aucun émissaire n'a été envoyé pour négocier avec Kadhafi une autre solution moins coûteuse en termes de vies humaines.

On ne se soucie pas assez des victimes collatérales, ni des familles des militaires envoyés sur place. Espérons que cette guerre ne s'éternise pas et que le colonel Kadhafi ne soit pas en mesure de riposter ni de fomenter des actions terroristes dans nos pays.

Notre pays est incapable de former un gouvernement depuis neuf mois. Mais quand il s'agit de partir en guerre, tout le monde se met rapidement d'accord! Les coûts de cette guerre devront être supportés par le contribuable belge, alors que la crise politique a déjà coûté plus de 600 millions d'euros.

Après avoir vendu des armes à Kadhafi, il est normal que nous soyons mal à l'aise.

Comment ne pas craindre que le but non avoué de cette manœuvre soit au final un enjeu purement géostratégique enfoui sous la prétendue bonne conscience de l'Occident et qui serait en fait de mettre la main sur la richesse de la Libye, le plus gros producteur de pétrole d'Afrique?

Il est troublant que des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France décident d'attaquer la Libye, mais ne bougent pas lorsque des situations comparables se déroulent en Côte d'Ivoire, en Corée du Nord, à Bahreïn, à Oman, en Arabie saoudite ou plus encore en Iran. Faudra-t-il attendre la fin du conflit pour connaître le véritable enjeu de cette guerre? Qui se chargera de l'après-guerre? Quel sort sera-t-il réservé au dictateur?

Je dénonce l'attitude de ceux qui ont reçu le colonel Kadhafi comme un chef d'État digne de ce nom, alors que l'on sait, depuis des années, que cet homme est un fou furieux et un terroriste!

La priorité première devrait être de constituer un gouvernement dans les plus brefs délais au lieu de partir en guerre! J'ai décidé de ne pas soutenir cette résolution en m'abstenant.

Je demande aux responsables politiques d'être plus prudents, à l'avenir, quant à la nature des régimes qu'ils soutiennent. On évitera ainsi de devoir recourir à la guerre pour réparer les erreurs du passé.
(Applaudissements sur les bancs de la N-VA)

01.16 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'implication du Parlement est aujourd'hui cruciale, en effet, non seulement parce que nous avons actuellement un gouvernement d'affaires courantes, mais également en raison de l'importante responsabilité que nous devons endosser aujourd'hui.

(*En français*) Cette décision digne fait appel à la conscience universelle. Elle mérite unité et sérénité.

(*En néerlandais*) Il a été souligné à juste titre que tant le gouvernement que le Parlement considèrent la violence comme l'ultime planche de salut dont il ne convient de se servir que lorsque tous les autres moyens semblent être épuisés. À juste titre également, certains ont évoqué un engagement durable qui ne se limitera pas à la manière dont nous exécuterons la résolution 1973 mais vaudra tout autant lorsque nous devrons prêter assistance à la population libyenne.

(*En français*) Il faut de la constance.

(En néerlandais) Voilà une sentence qui s'avérera indubitablement prophétique lorsque nous porterons plus tard un regard rétrospectif sur la décision que nous prenons aujourd'hui.

Certains ont dit dans cet hémicycle que dans le contexte de l'envoi de nos militaires en Libye, nous devons respecter le cadre précis de la résolution 1973 quoique notre engagement à l'égard de la population libyenne doive évidemment aller au-delà.

À juste titre, M. Van der Maelen a mis en garde contre le risque d'interprétations de la résolution 1973 qui pècheraient par un excès d'élasticité mais nous ne devons pas non plus pas créer nous-mêmes trop d'ambiguïté. C'est ainsi qu'avec nos collègues européens et la communauté internationale, nous avons dit très clairement que Kadhafi doit céder la pouvoir. Et nous sommes effectivement partisans d'un régime démocratique à Tripoli. Au fond, les choses ne sont donc pas très compliquées.

En ce qui concerne notre engagement militaire, nous nous limitons très clairement à la résolution 1973, qui vise à mettre fin à l'effusion de sang et à la violence militaire à laquelle Kadhafi soumet son propre peuple. Il n'existe dès lors aucune ambiguïté à propos de l'engagement éventuel de troupes terrestres car la résolution exclut explicitement le déploiement d'une "force d'occupation étrangère". La communauté internationale souhaite donc clairement éviter une réédition du scénario irakien. Bien que la résolution n'exclue pas explicitement l'engagement de troupes terrestres en tant que tel, le premier ministre comme le ministre de la Défense ont clairement indiqué que les Belges ne participeraient pas à des opérations au sol. Et je déduis des interventions au sein de ce Parlement que ce point de vue est largement partagé.

(En français) Il faut garantir un large soutien de la communauté internationale. Mme Rutten a qualifié cet élément de "mission".

(En néerlandais) Il s'agit d'une mission que je prends à cœur. D'ailleurs, lors de la réunion de ce matin avec mes collègues des Affaires étrangères de l'Union européenne, j'ai expressément souligné cet aspect au nom de la Belgique.

(En français) L'Afrique du Sud, le Nigeria et le Gabon ont voté en faveur de la résolution, ce qui augmente notre confiance: nous serons capables de rapprocher des mondes au lieu de les diviser.

La diplomatie belge s'efforce de maintenir cette logique de solidarité à travers le monde. Je vous signale qu'Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, vient de réaffirmer clairement sa solidarité avec la résolution 1973.

En matière de solidarité, si nous prôtons le recours à l'OTAN dont les règles et instruments nous sont connus, il faut que les pays arabes continuent à se joindre à l'effort. Cela explique notre approche nuancée et subtile.

(En néerlandais) Je suis heureux d'entendre que le carrousel diplomatique tourne peut-être lentement, mais qu'il a tout de même porté ses fruits. Je reconnais toutefois aussi que si la France notamment n'avait pas pris l'initiative, la situation à Benghazi se serait dégradée à un point tel que le monde entier aurait dû en rougir de honte. Grâce aux efforts diplomatiques, il est aujourd'hui question d'une légitimation de l'ONU et d'une unanimité au sein du monde arabe et de l'Europe.

M. Luykx n'a pas tout à fait tort lorsqu'il évoque les problèmes au sein de l'UE, mais je pense néanmoins que l'Union est toujours capable de parvenir à l'unanimité en cette période post-Lisbonne. Lors de notre réunion UE de ce matin, nous avons accueilli l'initiative de la Conférence de Paris et la *coalition of the willing* comme une contribution à la solution.

Le gouvernement ne demande pas un chèque en blanc au Parlement, mais l'appelle à prendre conscience du fait que ce type d'action ne sera jamais exempte de risques. Notre unanimité et la durabilité de notre engagement constituent une marque de respect à l'égard des militaires que nous envoyons en mission en Libye. *(Applaudissements sur les bancs de la N-VA, du PS, du MR, du CD&V, du sp.a, d'Ecolo-Groen!, de l'Open Vld et du cdH)*

01.17 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Comme mon collègue, je me réfère à mon discours de vendredi dernier en ce qui concerne l'approche générale militaire de l'opération en Libye.

Les règles d'engagement ont été discutées au gouvernement. Pour des raisons de sécurité pour nos militaires, je ne puis vous fournir de plus amples informations.

(*En néerlandais*) Dans le cadre de cette séance publique, je ne puis évidemment pas vous fournir des informations complémentaires sur les règles d'engagement mais j'espère que la Commission de suivi des missions à l'étranger pourra jouer son rôle. Je l'assure de ma parfaite coopération.

Lors des missions menées dans le cadre de la coalition par notre détachement de F-16 – dont la première mission a débuté ce jour à 15 heures –, nous appliquerons les règles d'engagement de l'OTAN, complétées par une règle d'engagement spécifique tendant à protéger les civils. Les règles d'engagement de l'OTAN s'appliqueront sans autre restriction pour la mission de l'OTAN visant à imposer un embargo sur les armes, pour laquelle nous utiliserons le chasseur de mines Narcis.

Pour l'embargo sur les armes, un commandement de l'OTAN a été instauré dont le quartier général opérationnel est établi à Naples. Il convient maintenant de passer le plus vite possible à un commandement de l'OTAN pour l'application d'une zone d'interdiction aérienne, qui se trouve encore sous la coordination de la coalition à Ramstein pour l'instant. Notre cellule nationale se compose de trois officiers sous la direction du général de brigade Cosijn.

Par ailleurs, il n'y a jamais eu de problème d'interprétation concernant le commandement.

(*En français*) Le gouvernement a décidé à 14 heures de valider sa participation en envoyant, d'une part, ses F-16 sur la base grecque d'Araxos et, d'autre part, le chasseur de mines BNS Narcis. Globalement, 150 militaires de la composante aérienne seront basés en Grèce et 45 personnes seront mises à bord ou se trouvent déjà à bord du Narcis.

Je tiens à souligner les efforts considérables de nos militaires. Nos pensées vont aussi à leurs familles, leurs enfants et tous ceux qui leur sont chers. (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA, du PS, du MR, du CD&V, du sp.a, d'Ecolo-Groen!, de l'Open Vld et du cdH*)

01.18 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Je serai bref puisque MM. De Crem et Vanackere ont déjà abordé la plupart des préoccupations exprimées.

(*En français*) Le gouvernement est disponible pour entretenir un contact suivi avec le Parlement; la situation institutionnelle renforce cette attitude de principe.

(*En néerlandais*) L'objectif premier est la protection du peuple libyen contre les méfaits du régime de Kadhafi.

(*En français*) Que fera la Belgique? Elle coopérera avec les alliés pour assurer l'"interdiction de vol".

(*En néerlandais*) Dans un contexte international, nous contribuerons à faire respecter la zone d'exclusion aérienne: ni plus ni moins. Dès lors, le gouvernement ne demandera jamais au Parlement de déployer des troupes terrestres. Le respect d'une zone d'exclusion aérienne signifie toutefois que l'artillerie anti-aérienne et les lignes de commandement qui ne respectent pas l'interdiction aérienne peuvent être la cible d'actions.

(*En français*) Le régime Kadhafi est appelé à disparaître. C'est le point de vue politique du monde entier: vu son comportement, ce régime a perdu toute légitimité.

(*En néerlandais*) Cela ne figure pas explicitement dans la résolution 1973. La résolution stipule toutefois qu'il faut examiner s'il existe des motifs pour envoyer les coupables devant la Cour pénale internationale.

(*En français*) Le régime Kadhafi doit disparaître, mais l'objectif de l'action à laquelle la Belgique s'associe est la protection de la population de la Libye par l'interdiction du survol du territoire.

(*En néerlandais*) L'actuel gouvernement en affaires courantes ne demande pas au Parlement d'entériner un

acte politique. C'est le Parlement qui, en votant cette résolution, décidera de la participation de la Belgique à l'action internationale en Libye. L'action est justifiée mais comporte de nombreux risques. Nous nous efforcerons, dans toute la mesure du possible, d'éviter que tombent des victimes innocentes mais j'espère que les parlementaires ont bien pesé tous les risques.

(En français) Au-delà des propos politiques, je voudrais saluer les 195 compatriotes qui exécuteront la volonté de ce Parlement (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA, du PS, du MR, du CD&V, du sp.a, d'Ecolo-Groen!, de l'Open Vld et du cdH*)

01.19 Peter Luykx (N-VA): Au cours de notre débat, de nombreux membres ont émis des critiques en faisant référence au passé. Ils voulaient ainsi resituer l'opération libyenne dans un cadre plus large. Le problème n'est pas que la N-VA refuse d'engager ce débat mais aujourd'hui, nous devons prendre une décision sans nous référer au passé ni à l'avenir. La décision qui sera prise sera la seule décision juste.

Le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères ont déclaré que pour un gouvernement en affaires courantes, il est important d'associer le Parlement à une telle décision. Je demande à mon tour au gouvernement de faire preuve de cohésion et d'unanimité car j'ai pu observer que l'interprétation de notre intervention en Libye par nos différents ministres présente déjà quelques lézards.

La communauté internationale s'accorde pour dire que le colonel Kadhafi doit s'en aller. Nos collègues du sp.a ne doivent pas être naïfs. Kadhafi ne se rendra pas de son plein gré à la CPI. C'est notre intervention militaire qui rendra possible le défèrement de Kadhafi à La Haye.

01.20 Patrick Moriau (PS): Je remercie le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense pour la clarté de leurs explications.

On ne décide pas ce que nous allons décider dans quelques instants avec joie. Des êtres humains vont souffrir, car il y aura toujours des victimes civiles. Nous savons que nous nous engageons dans une périlleuse aventure. Dans cette région, il y a une aspiration gigantesque pour des valeurs qui sont les nôtres. Nous devons apporter notre aide, mais ne nous substituons pas à la volonté des peuples!

L'heure est grave et, au nom de mon groupe, je salue ceux qui vont prendre des risques pour nos valeurs démocratiques. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes*)

01.21 Daniel Bacquelaine (MR): Il est essentiel que le Parlement soutienne le gouvernement et qu'un acte d'une telle importance fasse l'objet de la plus grande unanimité possible. Il est nécessaire d'épauler la communauté internationale et les Nations Unies dans cette opération et nous nous réjouissons que la Ligue arabe reste associée à cette initiative.

Nous voulons marquer par notre vote l'importance que nous accordons au respect des valeurs universelles et, notamment, de la démocratie. Nous devons soutenir le peuple libyen.

Nous souhaitons que cette opération soit dirigée par un commandement intégré et je demanderai au gouvernement de tenir le Parlement informé afin que nous puissions pleinement assumer les risques que nous prenons aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs des libéraux*)

01.22 Stefaan Vercamer (CD&V): Cet échange de vues a permis de clarifier un grand nombre de points. Nous continuons d'insister pour que tout soit mis en œuvre pour limiter au maximum les risques, même si l'entreprise demeure évidemment risquée. En tout état de cause, des troupes terrestres belges ne pourront être envoyées en Libye.

Parallèlement à l'action militaire, nous devons également œuvrer par le biais de canaux diplomatiques et politiques à la construction d'une nouvelle société démocratique en Libye.

Enfin, je demande que l'on installe dans les meilleurs délais une commission mixte Chambre/Sénat chargée du suivi de ce dossier.

01.23 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères ont clairement

affirmé que l'engagement belge se déploiera dans les limites définies par la résolution 1973. Si la coalition outrepassa le cadre de la résolution, cette question sera soulevée ici, à la Chambre.

L'interprétation exacte de la résolution demeure incertaine. Le gouvernement pourra-t-il nous tenir au courant des discussions et des décisions du comité d'experts créé dans le cadre de la résolution?

Quant à mes collègues de la N-VA, je voudrais encore leur dire qu'il n'est pas d'usage que les groupes politiques entrent en débat entre eux sur de telles questions; la tradition veut par contre que les groupes politiques débattent avec le gouvernement.

Nous faisons pleinement confiance à l'opposition libyenne, nous sommes convaincus qu'elle pourra, comme l'ont fait les Tunisiens et les Égyptiens, régler ses comptes avec le colonel Kadhafi.

01.24 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je me réjouis que le gouvernement en affaires courantes soit conscient du fait qu'il n'est pas une évidence pour lui de participer à une opération militaire internationale. Le gouvernement peut-il néanmoins communiquer le plus rapidement possible les règles d'engagement au sein de la Commission spéciale chargée du suivi des missions à l'étranger? La procédure suivie aujourd'hui, notamment le débat au Parlement, est judicieuse. Si la nature de l'opération devait changer dans le futur, je propose que le Parlement participe également à la décision à ce moment-là.

La résolution des Nations Unies est le cadre strict de cette opération. Les groupes terrestres sont exclus, essentiellement parce que l'opposition libyenne n'y est pas favorable. Cette opération échouera si nous perdons le soutien de la Ligue arabe et de l'opposition libyenne. Nous pouvons assurément soutenir la rébellion libyenne mais l'Occident ne peut pas décider à la place de la population libyenne.

Enfin, je rappelle mon plaidoyer en faveur du renforcement de la dimension éthique de notre politique étrangère. Nous devons mener un débat structurel sur la manière dont il faut agir face aux dictateurs d'un point de vue économique, financier et diplomatique.

01.25 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Notre groupe se joint aux marques de respect pour nos militaires qui, à notre demande, remplissent en ce moment leur mission sur le terrain.

01.26 Gerolf Annemans (VB): Je viens de recevoir un communiqué de presse selon lequel les premiers F-16 belges survolent la Libye. M. De Crem aura donc quand même réussi à devancer le Parlement de quelques minutes.

01.27 Christian Brotcorne (cdH): Je me félicite de la clarté des réponses du gouvernement. Ce sera donc toute la résolution, mais rien que la résolution!

En outre, je suis satisfait que les deux ministres soient d'accord pour une réunion rapide de la commission mixte du suivi des opérations à l'étranger, afin que nous soyons informés des modalités d'engagement de nos troupes. (*Applaudissements sur les bancs du cdH*)

01.28 Jean Marie Dedecker (LDD): J'espère que le Parlement réagira avec la même unanimité si des mesures de représailles ou des attentats terroristes devaient intervenir.

Je ne suis pas a priori opposé à l'envoi de troupes terrestres. Faire un peu la guerre n'a aucun sens. Nous devons aller jusqu'au bout à l'encontre de ce satrape de colonel Kadhafi qui rémunère grassement les mercenaires qu'il emploie pour ouvrir le feu contre sa propre population.

01.29 Laurent Louis (indép.): Je reste persuadé que les intérêts humanitaires ne sont pas les seuls en jeu dans cette opération. Je doute aussi que nous ayons donné sa chance à la diplomatie. Face à ces doutes, je préfère m'abstenir, pensant que notre préoccupation première devrait être la formation d'un gouvernement et non l'engagement de notre pays dans une guerre.

Le président: Je remercie le premier ministre et les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi que les membres qui ont pris la parole, pour la qualité de leurs interventions. Le soutien dont va bénéficier le gouvernement sera maintenu, compte tenu des engagements de transparence. Nous ferons en sorte

d'obtenir rapidement les informations techniques supplémentaires devant la commission du suivi des opérations militaires ou devant une commission *ad hoc*.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Vote nominatif

02 Proposition de résolution concernant la situation en Libye (1308/2)

(Stemming/vote 1)			
Ja	125		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	1		Abstentions
Totaal	126		Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

02.01 **Zuhal Demir** (N-VA): J'ai voté oui.

La séance est levée à 16 h 45. Prochaine séance plénière le jeudi 24 mars 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Yves Leterme, Didier Reynders, Laurette Onkelinx, Steven Vanackere en Pieter De Crem

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Raad van Europa: Linda Musin

Verhinderd: Carina Van Cauter, Myriam Vanlerberghe, Ine Somers

Federale regering

Stefaan De Clerck, minister van Justitie: ambtsplicht

Vincent Van Quickenborne, minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen: buitenslands

Voorstel van resolutie

01 Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Libië (1308/1-2)

Bespreking

De door de verenigde commissies aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1308/2)

01.01 **Bert Maertens**, rapporteur: Op vrijdag 18 maart hielden de verenigde commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging een gedachtewisseling over de toestand in Libië. Ze deden dat in aanwezigheid van de eerste minister en de ministers van Buitenlandse Zaken en Defensie.

Tot besluit hiervan werd een gezamenlijk voorstel van resolutie ingediend. Het kwam er vanuit een door

iedereen gedeelde bezorgdheid over het toenemende geweld en de ernstige en systematische schendingen van de mensenrechten door de Libische overheid ten aanzien van de eigen bevolking. In dit voorstel van resolutie spreekt dit Parlement zijn steun uit voor een deelname van België aan een militaire actie in Libië in overeenstemming met het mandaat van de VN-Veiligheidsraad.

Het Parlement onderschrijft de drie voorwaarden die de regering stelt aan de internationale militaire actie: een legitieme vraag vanuit Libië, de participatie van de Arabische Liga en een mandaat van de VN.

De parlementsleden van het Vlaams Belang dienden een tweede, identiek voorstel van resolutie in. Het eerst ingediende voorstel werd gekozen als basis voor de besprekingen. Het werd toegelicht door de hoofdindieners, de heer Vercamer.

De heer Van der Maelen en mevrouw Temmerman dienden daarop twee amendementen in. Het eerste wilde expliciet de verwijzing naar resolutie 1973 in de tekst opnemen en het tweede wilde het Parlement betrekken bij elke toekomstige wijziging van de Belgische bijdrage.

Deze amendementen werden ingetrokken toen er een derde amendement volgde dat de lading van beide oorspronkelijke amendementen voldoende dekte. Hierin vraagt de Kamer aan de regering 'om de betrokkenheid van het Parlement blijvend te waarborgen en opnieuw te overleggen wanneer nieuwe omstandigheden de aard van het Belgische engagement zouden wijzigen.'

Deze bezorgdheid leeft sterk bij alle fracties. De betrokkenheid van het Parlement en het overleg met de regering over de operatie in Libië moeten concreet worden ingevuld en uitgewerkt. De Kamervoorzitter kan ter zake een initiatief nemen.

Het voorstel van resolutie werd, met inbegrip van het derde amendement, eenparig aangenomen. (*Applaus*)

01.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Vorige week hebben de VN een historische beslissing genomen. Met de goedkeuring van resolutie 1973 heeft de Veiligheidsraad de verantwoordelijkheid van de internationale gemeenschap bevestigd om de Libische burgerbevolking te beschermen tegen de aanvallen die zij te verduren heeft vanwege het eigen regime.

Na de top van Parijs zaterdag – waarop ook ons land aanwezig was – werd een militaire actie opgestart om te zorgen voor een stopzetting van dit geweld.

(*Frans*) Democratie is een universele waarde en het is in naam van de democratie dat het Libische volk zijn toekomst in eigen handen wil nemen. Het is eveneens in naam van de democratie en met strikte inachtneming van de door de Verenigde Naties vooropgestelde doelstellingen dat wij de Libische bevolking moeten helpen om de vrijheid te verwerven. Zaterdag werd door de hoogste vertegenwoordigers van de Europese landen, de Verenigde Staten, Canada, de Arabische staten, de VN, de Arabische Liga en de Europese Raad beslist om de resolutie van de Veiligheidsraad uit te voeren.

(*Nederlands*) Op basis van de unanieme steun van alle politieke fracties in dit Parlement en in uitvoering van de beslissingen van de regering heb ik op de top van Parijs de wil bevestigd van België om bij te dragen tot de inzet van alle nodige middelen, ook militaire, om de resolutie van de Veiligheidsraad te doen naleven. Ik heb daarbij herinnerd aan de doelstellingen die wij nastreven: het verkrijgen van een onmiddellijk staakt-het-vuren, de volledige stopzetting van alle geweld op burgers, de naleving van het internationaal recht door Libië.

Om deze doelstellingen te bereiken is het instellen en handhaven van een no-flyzone essentieel. Dat houdt de vernietiging in van alle luchtafweer waarover Libië beschikt. Deze fase is momenteel aan de gang. Het is binnen dit kader – en in het kader van het recht dat toepasselijk is bij conflicten – dat onze militairen zullen worden ingezet.

(*Frans*) Wij moeten blijf geven van een onwrikbare vastheid van geest. Wij hebben een zwaarwegende maar rechtvaardige beslissing genomen, die werd ingegeven door het universele geweten. Ons land zal zijn verantwoordelijkheid met waardigheid opnemen, want het Libische volk heeft onze steun nu nodig. Door de goedkeuring van uw resolutie zal ons land bij machte zijn die uitdaging aan te gaan.

(Nederlands) Het spreekt voor zich dat de regering volledig ter beschikking blijft van het Parlement. De institutionele toestand rechtvaardigt des te meer een permanent contact tussen de regering en het Parlement.

Ik wil tot slot hulde brengen aan onze militairen die aan deze actie, die niet zonder gevaar is, zullen deelnemen. De Natie is hun bijzonder erkentelijk. (*Applaus op alle banken*)

01.03 Peter Luykx (N-VA): Zaterdag begon operatie Odyssey Dawn. Terwijl de diplomatieke top – met daarbij ook onze premier en onze minister van Buitenlandse Zaken – in Parijs verzamelde voor een laatste overleg, bestookten Franse straaljagers reeds de stellingen van de aanhangers van Kadhafi rond Benghazi. Even later traden ook de Britse, Amerikaanse en Canadese luchtmachtseenheden in actie. Wellicht zijn de *rules of engagement* nu ook al vastgelegd voor de Belgische deelname aan de operatie met F-16-toestellen en een mijnenjager.

De N-VA-fractie is tevreden dat de internationale gemeenschap Kadhafi aldus een halt toeroept. Alle fracties hebben de regering daartoe trouwens afgelopen vrijdag een parlementair mandaat gegeven. Deze militaire interventie is de enige logische stap om een eind te maken aan het bloedvergieten van onschuldige burgers en opstandelingen. Eerdere maatregelen, met inbegrip van resolutie 1970, konden Kadhafi niet stoppen.

Terecht plaatsen sommigen grote vraagtekens bij de vroegere houding van het buitenland ten opzichte van Kadhafi. Even terecht vragen anderen zich af hoe het nu verder moet. Dat alles doet echter geen afbreuk aan de noodzaak van deze interventie.

Voorts keuren wij dit optreden goed onder de belangrijke voorwaarde uit het amendement dat een regering van lopende zaken in deze aangelegenheid geen ingrijpende beslissingen kan nemen zonder het Parlement daarbij te betrekken.

Ik hoop dat niet alleen de internationale coalitie, maar ook alle fracties in dit halfroond standvastig zullen blijven in hun eensgezindheid, en dat in het belang van onze militairen die hun taken uitvoeren met inzet en overtuiging. Met mijn handtekening onder de resolutie voel ik me ook persoonlijk en politiek betrokken bij hun lot.

Mijn fractie is zich volkomen bewust van de draagwijdte van deze beslissing. Deze operatie wordt zeker geen formaliteit. De uitspraak van collega Francken in de commissie "*We go to war*" was geen oorlogskreet, maar een nuchtere inschatting van wat ons te wachten staat. We zullen onvermijdelijk worden geconfronteerd met beelden van geweld en vernieling, Kadhafi zal elke kans aangrijpen om onschuldige burgers te betrekken in het conflict en de strijd zal lang zijn. Dit alles doet echter geen afbreuk aan de juistheid van de beslissing.

We moeten ons wel afvragen of onze deelname aan deze operatie geen gevolgen zal hebben voor onze binnenlandse veiligheid. We mogen de bedreigingen van Kadhafi niet zomaar negeren en ik ben dus benieuwd naar het standpunt van de minister hierover.

Ook baart de nogal improvisatorische aanpak van de *coalition of the willing* mij zorgen. Aanvankelijk zou de NAVO de leiding immers op zich nemen, maar politieke redenen hebben geleid tot een gelegenheidscoalitie, waarbij Frankrijk duidelijk een voortrekkersrol speelt. Men wilde absoluut de perceptie vermijden van een uitsluitend door het Westen georchestreerde aanval. Daarom is het van doorslaggevend belang om ook Turkije een belangrijke rol toe te bedelen. Ondanks de steun van de Arabische Liga, is behalve Qatar geen enkel land uit de regio momenteel bereid om de actie militair te ondersteunen. Saudi-Arabië en de Verenigde Arabische Emiraten steunen de coalitie wel politiek, maar vreest de premier niet dat hun steun ook wat dient om de aandacht af te leiden van hun aanwezigheid in Bahrein? Ik hoop dan ook dat wij voldoende kritisch zullen blijven.

Deze interventie moet er ook op gericht zijn om Kadhafi op te sporen, te arresteren en uiteindelijk te berechten voor het Internationaal Strafhof in den Haag, want hij zal zich niet zomaar overgeven.

Helaas moeten we ook vaststellen dat deze militaire gelegenheidsoperatie, hoe gerechtvaardigd en noodzakelijk ook, een stap terug is voor het gemeenschappelijke Europese veiligheids- en buitenlands

beleid. De droom van één Europees leger is daarmee verder weg dan ooit. (*Applaus*)

01.04 Patrick Moriau (PS): Vorige vrijdag schaarden de leden van de commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging zich eenparig achter de regering teneinde de Libische bevolking te beschermen tegen de wraakzuchtige waanzin van kolonel Kadhafi. Dankzij operatie Odyssey Dawn, die dit weekend begonnen is en waarbij Frankrijk, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten het heft in handen hebben genomen, werd wellicht een bloedbad in Benghazi voorkomen.

Mijn fractie zal elke operatie in dit specifieke kader met het oog op het herstellen van de vrede en de rust onwrikbaar steunen. Daarbij moeten een aantal voorwaarden vervuld zijn: er moet een mandaat zijn van de Verenigde Naties, de regionale organisaties moeten de operatie steunen, en er moet een verzoek zijn dat uitgaat van de Libische bevolking. Het is zaak ons strikt te houden aan het kader van resolutie 1973, zo niet zouden de tegenstanders van de operaties hier een nieuwe Westerse kruistocht in kunnen zien, met als doel de cynische verdediging van onze eigen energiebelangen.

Dat de NAVO niet op de voorgrond treedt en de Arabische Liga dit weekend haar twijfels uitte, deed mij vrezen dat de operatie zou kunnen uitdraaien op een bezetting.

Voor mijn fractie moet het duidelijk zijn dat we actie ondernemen in het kader van de VN en onder leiding van de NAVO. De internationale gemeenschap moet goed afwegen welke middelen ingezet zullen worden – die middelen moeten evenredig zijn aan het doel – en zich daarover beraden. De risico's voor de lokale bevolking en voor onze militairen moeten met die middelen tot een minimum beperkt worden.

Wegens de lopende zaken moet de regering kunnen blijven rekenen op de unanieme steun van de Kamer. Wij moeten op de hoogte worden gehouden van de situatie en van de precieze *rules of engagement* voor onze militairen. Elke wijziging aan het operationele luik van het VN-mandaat zal aan het Parlement moeten worden voorgelegd.

Het verheugt ons te horen dat België ervoor zal pleiten om de operaties zo snel mogelijk onder NAVO-leiding te brengen.

We moeten de Arabische lente steunen, zonder ons in de plaats van die Arabische volkeren te stellen. Na de militaire interventie zal er nog enorm veel moeten gebeuren op economisch, humanitair, sociaal en cultureel vlak. (*Applaus*)

01.05 Daniel Bacquelaine (MR): Dit is een zwaarwegende, juiste en waardige beslissing, want wij kunnen niet onverschillig staan tegenover bloedige repressie en werkeloos toezien.

Ik juich het initiatief van Frankrijk en Groot-Brittannië toe. Vrijdag hebben we onze steun verleend aan de beslissing om de resolutie van de Verenigde Naties op te volgen en ons aan te sluiten bij het standpunt van de Arabische landen. Dit is geen Westerse interventie in Libië, hier wordt het universele geweten gevolgd.

Wij moeten dit onwrikbaar steunen. Elkeen moet de ernst van de beslissing die hij neemt, inzien. Die vastberadenheid mag ook niet van korte duur zijn, we moeten volhardend blijven streven naar een efficiënt antwoord en erop blijven toezien dat de ingezette middelen in evenredigheid zijn met de doelstellingen.

Het is nu zaak te voorkomen dat kolonel Kadhafi zijn volk straffeloos kan onderdrukken, en ervoor te zorgen dat hij geen schade meer kan aanrichten. Dat zal langs militaire weg moeten gebeuren, en bij die militaire operaties kunnen er slachtoffers vallen. Wij moeten de verantwoordelijkheid daarvoor opnemen.

Nu de operaties van start zijn gegaan en onze strijdkrachten binnenkort zullen worden ingezet, moeten we die eensgezindheid en vastberadenheid vasthouden. We hebben beslist de regering en de Verenigde Naties te steunen en daarom zullen we samen de verantwoordelijkheid voor de genomen risico's moeten dragen.

U kunt op de steun van MR rekenen voor de moedige beslissing die in samenspraak met de Verenigde Naties werd genomen.

We zullen erop toezien dat die operatie zo efficiënt mogelijk zal worden uitgevoerd, in verhouding zal staan

tot de doelstellingen, en dat het algemeen belang en het universele geweten daarvoor de leidraad zullen vormen. (*Applaus*)

01.06 Stefaan Vercamer (CD&V): Er is de voorbije weken veel te doen geweest over het opzetten van een internationale militaire actie tegen Kadhafi, maar zo een beslissing kan niet lichtvaardig worden genomen en kan slechts de allerlaatste optie zijn. Cruciaal voor een Belgische deelname aan de actie zijn de drie voorwaarden waarover de regering en het Parlement het eens raakten: een legitieme vraag vanuit Libië, de deelname van de Arabische Liga en een VN-mandaat. Vorige vrijdag hebben wij deze drie voorwaarden bevestigd in een resolutie en hebben wij onze steun toegezegd aan een internationale actie onder VN-mandaat.

Het is dus een zware beslissing, maar ingegeven door een grote bezorgdheid om het toenemende geweld tegenover de Libische burgers. De beslissing ligt nog gevoeliger wanneer bij de acties op het terrein eigen Belgische soldaten betrokken zijn. Wij hopen op een goede afloop en wensen onze soldaten en hun families veel moed toe.

Vele leden hebben al gewezen op onze *responsibility to protect*. Wij staan daar niet negatief tegenover, maar laten we wel goed beseffen dat dit geen internationaal aanvaard rechtsprincipe is. Wat houdt het precies in? *Responsibility to protect* betekent dat we optreden tegen genocide, etnische zuiveringen of misdaden tegen de mensheid, dat we ervoor proberen te zorgen dat dit soort situaties niet escaleert én dat we ons inzetten voor de wederopbouw van een samenleving na de catastrofe. Het is dus een langdurig engagement. Wij moeten ons vandaag dan ook al afvragen wat voor inspanningen wij op lange termijn willen leveren in Libië en in heel de regio.

We moeten ervoor zorgen dat Kadhafi niet de kans krijgt onze interventie af te schilderen als een nieuwe kruistocht. Daarom is het cruciaal dat er een groot draagvlak in de regio zelf is en dat de Arabische Liga zich voluit achter de actie schraagt.

Wij vragen dat de regering het Parlement zo nauwgezet mogelijk op de hoogte zou houden, zeker bij onverwachte wendingen. Onze militairen moeten duidelijke *rules of engagement* krijgen en een stevig mandaat. Ik hoop dat de gemengde commissie van Kamer en Senaat die de buitenlandse missies opvolgt, zo snel mogelijk kan samenkomen.

CD&V is geen partij van haviken, maar soms is een militaire interventie de allerlaatste maar onvermijdelijke optie. Het is in dit geval een risicovolle optie vol onverwachte wendingen. Voorzichtigheid en nuance moeten onze kernwoorden zijn.

De EU heeft een belangrijke rol te spelen in deze crisis. Noord-Afrika en het Midden-Oosten zijn onze burens aan de overkant van de Middellandse Zee. Europa moet de jonge mensen die er opkomen voor meer democratie, tonen dat wij hen steunen en niet hun oude corrupte leiders. Dat doen we via fondsen, maar ook door zichtbare acties op het terrein. Belangrijk is dat wij tegelijkertijd met de militaire acties al een intensief diplomatiek en politiek proces opstarten en praten met de democratische krachten in Libië die willen samenwerken met Europa.

Laat deze actie ons ook inspireren tot enige zelfreflectie en bescheidenheid. Ook ons land heeft wapens aan het Libische regime geleverd. Ook wij hebben economische banden met Libië. Ook wij hebben tijdens officiële bezoeken nagelaten met voldoende klem te praten over de mensenrechten.

Onze fractie steunt de Belgische deelname aan de internationale actie onder VN-mandaat, binnen een duidelijk kader en met maximale veiligheidsgaranties voor onze soldaten.

Wij wensen onze soldaten en hun families veel moed. (*Applaus*)

01.07 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik ben erg tevreden met de nieuwe procedure die wordt gevolgd bij de beslissing over de deelname van ons land aan een buitenlandse operatie. Vorige vrijdag al kwamen de bevoegde commissies samen en vandaag, drie dagen later, kunnen wij in de plenaire vergadering al een resolutie goedkeuren. Met deze werkwijze sluiten wij ons aan bij Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië. Wat mij betreft, moet dit een vaste praktijk worden bij elke buitenlandse missie. Daarom nodig ik

alle parlementsleden uit om mijn voorstel tot wijziging van de Grondwet hierover eens te bekijken.

Vrijdag, in de commissie, heerste er een haast euforisch sfeertje. Ik heb toen op de risico's en de gevaren van deze operatie gewezen, maar ik wist niet dat we al zo snel met die risico's zouden worden geconfronteerd.

Op dit ogenblik zie ik drie risico's.

Het eerste risico is dat wij de internationale steun voor het optreden zouden verliezen. Ik roep de eerste minister en zijn regeringsleden op om alles te doen wat zij kunnen om dat te vermijden. Ik heb vernomen dat de Afrikaanse Unie twijfelt en dat er op 25 of 26 maart een vergadering is met de Arabische Liga en de Organisatie van de Islamitische Conferentie (OIC) om zich daarover te beraden.

De steun van de Arabische landen is cruciaal en heeft de voorbije dagen gewankeld. Het gaat hier om een risicovolle operatie in een zeer onstabiele regio, waar er weinig vertrouwen is in het Westen, dat de dictators meer dan dertig jaar aan de macht heeft gehouden. Er wordt getwijfeld aan onze goede intenties. Bovendien is deze regio een mijnenveld van spanningen tussen sjiieten en soennieten, Saudi-Arabië en Iran, en Palestina en Israël. Als we de steun van de Arabische en Afrikaanse landen zouden verliezen, hebben we dus een groot probleem.

Het tweede risico is de elasticiteit van de resolutie, wat ook wel constructieve ambiguïteit wordt genoemd. Ik heb de voorbije dagen verschillende interpretaties van deze resolutie gehoord. Ik roep de regering op om een destructieve ambiguïteit en eenzijdige Westerse interpretaties te vermijden. Er zijn altijd groepen die de grenzen van een resolutie willen verleggen. Het probleem van de Arabische Liga kan veroorzaakt zijn door het feit dat zij een no-flyzone eng interpreteren en wij veel ruimer en ook tanks willen bombarderen. Het moet duidelijk worden wat deze resolutie precies toelaat.

De vraag is of deze resolutie grondtroepen toelaat. Sommigen antwoorden daar negatief op. Er zijn nu al special forces aanwezig om informatie aan de vliegtuigen door te geven. Anderen zeggen dat grondtroepen ingezet mogen worden om de bemanning van een neergehaald toestel te ontzetten en nog anderen pleiten ten slotte voor echte grondtroepen die indien nodig kunnen meestrijden met de opstandelingen.

Volgens onze fractie is die laatste interpretatie niet conform de resolutie. Bovendien wijst het Libische verzet de inzet van grondtroepen af en is ook de VS geen vragende partij. Ik vraag mij af of de inzet van grondtroepen zonder de steun van de VS wel haalbaar is. Onze minister van Defensie heeft al verklaard dat ons land nooit grondtroepen zal sturen, maar hij sluit daarmee niet uit dat andere landen dat wel zouden doen. Volgens mij zou de Arabische wereld zeer slecht reageren op een invasie.

Een tweede risico komt voort uit de onduidelijkheid in de resolutie of *regime change* een doelstelling is. De minister van Defensie zegt dat we resoluties 1970 en 1973 samen moeten lezen en dus kolonel Kadhafi eventueel zelf naar het Internationaal Strafhof moeten brengen. De minister van Buitenlandse Zaken zegt echter dat het omverwerpen van het regime niet het doel is van deze operatie. Ook de VS delen die mening. Ook hier is dus ambiguïteit.

Een derde risico is de aanpak van het militaire optreden. Wie heeft er precies het commando? Als we spreken over één operatie in één luchtruim, dan hebben we ook één commando nodig. De operatie is al moeilijk genoeg. Er staan onze militairen zeker nog moeilijke tijden te wachten. Kolonel Kadhafi zal er niet voor terugschrikken zijn militair materieel in de steden naast publieke gebouwen, zoals ziekenhuizen, te stationeren. Ik roep de regering op om ervoor te zorgen dat de militairen de grootste voorzichtigheid aan de dag leggen en alleen zullen vuren als zij absoluut zeker zijn, want kolonel Kadhafi zit te wachten op een fout van onze kant.

De sp.a zal deze resolutie goedkeuren. Wij geven daarmee enkel de toestemming voor een militaire interventie om de Libische bevolking te beschermen tegen bloederige acties. In de commissie vrijdag heeft de minister van Buitenlandse Zaken verklaard dat een regimeverandering geen doel is in deze resolutie, maar wel het stoppen van het bloedvergieten. Op basis daarvan zullen wij de resolutie steunen. Ik roep de eerste minister op om binnen zijn regering en op internationaal vlak ervoor te pleiten dat er geen dissonante geluiden meer te horen zijn. (*Applaus*)

01.08 Theo Francken (N-VA): Ik deel heel wat van de bekommernissen van de heer Van der Maelen. Het veranderen van het regime staat inderdaad niet in resolutie 1973, maar wel in resolutie 1970 die eerder werd goedgekeurd. Is de sp.a bereid om kolonel Kadhafi te arresteren of te laten arresteren en aan het Internationaal Strafhof uit te leveren? Hoe zullen we een regimeverandering tot stand brengen? Door de rebellen daartoe aan te sporen of door zelf grondtroepen in te zetten? Volgens mij staat dat wel in de opdracht.

01.09 Dirk Van der Maelen (sp.a): De sp.a heeft er steeds voor gepleit dat wie de mensenrechten met voeten treedt, zo snel mogelijk voor het Strafhof in Den Haag komt.

01.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Moet het Parlement de actualiteit van de dag niet proberen te overstijgen? Op 20 maart werd er in Syrië geschoten op betogers, de ambassadeur van Jemen bij de VN heeft ontslag genomen wegens het geweld tegen betogers in zijn land, Saudi-Arabië stuurt tanks naar Bahrein om de democratische volksopstand daar te onderdrukken. Op 19 maart zou er in Ivoorkust opgeroepen zijn om de betogers te neutraliseren en er was sprake van mortieraanvallen.

De verontwaardiging over de repressie van Kadhafi is terecht, maar wij moeten even verontwaardigd zijn over mistoestanden in andere landen. Ook als het gaat om dictaturen die toevallig geostrategische bondgenoten van het Westen zijn, moeten wij durven nadenken over diplomatieke en economische sancties en over wapenembargo's. Saudi-Arabië mag dan een bondgenoot zijn, het is ook een van de ergste dictaturen wereldwijd. Wij als parlementsleden moeten de selectieve blindheid overstijgen. Wij moeten een grondig debat voeren over onze buitenlandse betrekkingen.

Het gebruik van geweld is nooit vanzelfsprekend en mag dat ook nooit zijn. Wij moeten met de grootste voorzichtigheid handelen. Als mensenrechten op zeer grote schaal geschonden worden, mogen wij als internationale gemeenschap echter niet aan de zijlijn blijven staan. Wij moeten ingrijpen wanneer het nodig is om erger leed bij de burgerbevolking te voorkomen.

De democratische volksopstand die bezig was in Libië werd gecounterd door Kadhafi. Human Rights Watch sprak over vreedzaam protest met dodelijk geweld, verdwijningen en executies tot gevolg. BBC-journalisten meldde foltering van Libische gevangenen en het Rode Kruis heeft gezegd dat wij ons moeten voorbereiden op een catastrofe.

Kadhafi heeft tanks, artillerie en vliegtuigen ingezet tegen vreedzame betogers. Human Rights Watch spreekt van honderden, de Libische raad voor mensenrechten van zesduizend doden. Volgens de VN-Vluchtelingenorganisatie zijn er minstens 180.000 vluchtelingen.

De *responsibility to protect* is een mooi principe van de VN en ik ben blij met het mandaat van de VN. De Arabische Liga en de Libische oppositie gingen ermee akkoord dat de internationale gemeenschap zou ingrijpen. Er was daar een draagvlak voor omdat het de laatste mogelijke optie was. Volgens velen heeft de internationale gemeenschap te traag en te voorzichtig gehandeld, maar deze interventie moest juridisch volledig gelegitimeerd zijn en kunnen steunen op een draagvlak in de regio en binnen de democratische volksbeweging in Libië. Wij geven onze steun aan deze militaire interventie omdat wij de volksopstand alle kansen willen geven en wij het lijden van de burgers willen stoppen.

Wij staan achter de *responsibility to protect*, maar geven geen blanco cheque. Deze operatie moet verstandig worden aangepakt, zoveel mogelijk burgerslachtoffers vermijden en de steun van de Arabische landen en de oppositie in Libië behouden. Er lijken zich de laatste dagen wat problemen voor te doen op dat vlak en wij willen daarover verder debatteren. Er moet aan een aantal voorwaarden voldaan worden. Er moet allereerst duidelijkheid zijn over het einddoel. Daarover deden onze ministers Vanackere en De Crem en de Amerikaanse minister Hillary Clinton uiteenlopende uitspraken.

Wij moeten voorzichtig zijn, redelijk debatteren en handelen. De doelstellingen van deze interventie zijn niet duidelijk. Wat als Kadhafi de wapens neerlegt en een politiek akkoord wil met de opstandelingen, maar die opstandelingen toch tot in Tripoli willen optrekken? Wat zal dan de politieke en militaire houding van de internationale gemeenschap zijn? Natuurlijk moet Kadhafi voor het Internationaal Strafhof worden gebracht, maar de internationale operatie is voor ons vooral een ondersteunende operatie ten voordele van de

democratische volksbeweging die werd bedreigd door de repressie van Kadhafi. We mogen niet in de plaats treden van de interne dynamiek in Libië en niet de fout maken om een Westers model van democratie te installeren zonder rekening te houden met de Arabische landen. De Libische oppositie juicht de interventie toe, maar verzet zich uitdrukkelijk tegen de ontplooiing van grondtroepen. Wij moeten dat respecteren.

Er is onduidelijkheid over de reikwijdte van de VN-resolutie. Daarom precies moeten wij redelijk zijn en de situatie analyseren om te bekijken welke stappen nodig zijn. We mogen ook niet naïef zijn: de economische en oliebelangen in Libië zijn enorm. Wij moeten voorkomen dat het land in een economische kolonisering terechtkomt. Wij moeten de soevereiniteit van het Libische volk respecteren.

De eerste barsten in de coalitie manifesteerden zich onmiddellijk. Het verzet van de Arabische landen is ondertussen weer verdwenen, maar de situatie kan snel veranderen. Dat een aantal Arabische landen bezorgd was over de ontwikkelingen in Libië, toont aan dat wij onze communicatie met hen niet naar behoren hebben verzorgd. Wij moeten waken over het draagvlak bij de Arabische landen. Een politieke oplossing in Libië zal immers hoe dan ook samen met de Arabische landen tot stand moeten komen en met de Libische oppositie.

Wie leidt deze operatie? Er is duidelijk verdeeldheid binnen de NAVO. Dat is geen goed teken. Wij moeten waken over het diplomatieke draagvlak van deze operatie.

Ik heb de selectiviteit en de hypocrisie van de internationale gemeenschap al aangeklaagd en herhaal dat wij oog moeten hebben voor de mistoestanden in de bredere regio. Wij moeten nadenken over de opportuniteit van wapenexport naar dictators en over de eindbestemming van onze wapenuitvoer. Ons buitenlands beleid heeft een sterkere morele dimensie nodig. Wij hebben jarenlang zoete broodjes gebakken met dictators als Kadhafi. Wij moeten meer doen dan onze verontwaardiging uitdrukken over de wantoestanden in Libië. Wij moeten een structureel debat voeren over de wantoestanden die zich ook in andere landen voordoen. Dat leert ons het Libië-dossier.

Dit parlementair debat is een goede zaak. Deze regering is er een van lopende zaken. De betrokkenheid van het Parlement moet absoluut zijn. Ik vraag dat de bijzondere commissie voor de Opvolging van de buitenlandse operaties nog deze week samenkomt, want de situatie in Libië evolueert zeer snel. Ik vraag inzage in de *rules of engagement* en in de eventuele uitzonderingen die België daarop heeft gemaakt. Het Parlement moet over de verdere gang van zaken beslissen. De regering moet correct communiceren met het Parlement en de publieke opinie. Er zijn Belgische militairen bij deze operatie betrokken. Ook zij hebben recht op duidelijkheid. (*Applaus bij Ecolo-Groen!*)

01.11 Gwendolyn Rutten (Open Vld): In de politiek, zeker in de internationale, bestaat er niet zoiets als eeuwige bondgenoten of vijanden. Er bestaan wel belangen, overtuigingen en principes waarvan het onze plicht is om ze te handhaven.

Daarover gaat het vandaag in Libië. Over mensen en hun rechten en over een staatshoofd dat zijn militair materieel inzet tegen zijn eigen mensen. Het gaat over mannen en vrouwen en kinderen die het risico lopen afgeslacht te worden omdat ze het dictaat van Kadhafi beu zijn, omdat ze een beter leven willen en omdat ze iets willen dat wij elke dag als vanzelfsprekend beschouwen, democratie.

De internationale gemeenschap mag dit niet toestaan. We kunnen niet toekijken hoe de Arabische lente zich voor onze ogen tot een Arabisch Srebrenica ontpopt.

Daarom ben ik, namens mijn fractie, verheugd over de VN-resolutie van donderdagnacht. Het werd tijd, want de internationale gemeenschap was het momentum aan het missen. Dat zou nefast geweest zijn voor de Libiërs, maar ook voor de geloofwaardigheid van de internationale gemeenschap.

Na de eerdere resolutie 1970, de doorverwijzing van Kadhafi naar het Internationaal Strafhof, is er nu ook resolutie 1973. Centraal in deze resolutie staan de woorden *responsibility to protect*, desnoods tegen de eigen leiders. De resolutie is een belangrijk rechtsmiddel en niemand heeft een veto uitgesproken. Rusland en China hebben zich onthouden.

De steun van de Arabische Liga is belangrijk. Als de VN en de Liga op één lijn zitten, verkleint de kans op

Westerse recuperatie en op kruistochtenretoriek. Dan staat centraal wat centraal moet staan: de mensenrechten en de bescherming van onschuldige burgers.

Resoluties zijn een ding, ze uitvoeren is een ander. Er was geen tijd te verliezen. Donderdagnacht werd de resolutie goedgekeurd, vrijdag zijn zowel de regering als onze commissie in het Parlement samengekomen en hebben wij unaniem onze medewerking toegezegd. Sommigen hebben kritiek op de snelheid waarmee een en ander zich ontrolt. Uiteraard is voorzichtigheid geboden. Ik ben ervan overtuigd dat deze acties op tijd komen. De val van Benghazi is op het nippertje verhinderd.

Het is een hele goede zaak dat de regering, in overleg met het Parlement, kort op de bal speelt. Een opdracht als deze is echter geen lachertje. De weg naar Libië was duidelijk, die er weer uit is dat nog niet. Ik vraag de regering om elke stap in overleg met het Parlement te zetten en met respect voor de principes dat we optreden in internationaal verband en dat we de steun nodig hebben van de Arabische Liga en van de mensen ter plaatse.

Het is belangrijk dat het VN-mandaat gerespecteerd wordt. Als wij nu van start gaan in een internationale *coalition of the willing*, dan is dat een goede zaak. Het zou echter nog beter zijn als dit een operatie onder NAVO-vlag wordt, onder meer omdat die de steun van Turkije impliceert.

In de steun van de Arabische Liga en van de plaatselijke bevolking ligt een enorme kans. Het is de kans om twee werelden samen te brengen in plaats van ze verder uit elkaar te drijven. Dat is een opdracht voor de minister en zijn diplomaten. Hij moet ervoor zorgen dat de coalitie niet uit elkaar wordt gespeeld.

Dit is een uitdaging. Er zal kort op de bal moeten worden gespeeld. Er zal veel minder plaats zijn voor ego's dan tot op dit moment het geval is geweest.

Dit is ook een propagandaoorlog. De beelden die de wereld rondgaan via allerlei kanalen, zijn elementen in het spel dat wordt gespeeld. Als volksvertegenwoordigers moeten wij de moed hebben om ons te laten leiden door onze overtuiging en door feiten.

Vandaag en de voorbije dagen is er moed nodig geweest. Ik reken op dit Parlement om dezelfde moed te tonen als de actie voorbij is en er een volk achterblijft dat wil bouwen aan democratie en welvaart. (*Applaus*)

01.12 Gerolf Annemans (VB): Ik weet al meer dan 25 jaar dat Kadhafi een lunatieke gek is. Zijn aanwezigheid als staatshoofd is 30 jaar lang een schande voor het internationaal recht geweest. Ik zou blij zijn als hij weg zou zijn. Ik ben blij dat iedereen dat nu ook met mij vindt.

We voeren al een tijdje een discussie over wat een regering van lopende zaken kan doen. Nu blijkt dat ze ook al ten oorlog kan trekken. De regering heeft geen mandaat om militaire operaties uit te voeren. Ze moet dus met de grootste terughoudendheid te werk gaan. Af en toe eens een parlementair debatje lost het probleem niet op.

Wij zijn dus zeer terughoudend, zeker nu we horen wat de plannen zijn. Minister De Crem heeft het over grondtroepen en over het opbouwen van een samenleving. De premier praat over de bombardementen op installaties en gouvernementsgebouwen.

Het beeld dat we vrijdag van de interventie hadden, verschuift langzaam in de richting van een *regime change*, die volgens sommigen wel, maar volgens mij niet in resolutie 1970 staat. Wij moeten Kadhafi immers naar Den Haag brengen, wat dus een *regime change* inhoudt. Resolutie 1970 wordt gecombineerd met resolutie 1973 en de woorden *all necessary measures*.

De regering is ons in een grondoorlog of een oorlog aan het engageren waarvan ik vrijdag niet dacht dat wij hem zouden ondernemen. Wij zouden alleen maar gaan om vreedzame betogers of de civiele bevolking te beschermen.

Wij willen niet dat wij opschuiven naar een uitzichtloze militaire situatie ten voordele van een onbekende. Het is totaal onduidelijk met wie wij daar eigenlijk in gesprek zijn en ten bate van wie wij tot een ander regime proberen te komen. Het regime van Kadhafi is gevestigd op de Jamahiriya, een soort volksvergadering van

bedoeïenenstamhoofden. Kadhafi is een soort woordvoerder in binnen- en buitenland, maar voor de rest is het land een ondoorzichtig kluwen. Dat is een andere reden om voor grote terughoudendheid te pleiten.

De Israëlische premier heeft in het weekend nog gezegd dat het beeld van de Googleheaven en het Facebookparadijs een schijnbeeld is. Daaronder schuilt de mogelijkheid dat die regimes allemaal doorschakelen naar een vorm van islamisme.

Benghazi blijkt een stronghold van het islamisme in Libië en in het algemeen te zijn. Dat staat in de internationale pers. De kretes die daar circuleren, zijn religieuze kretes. De politieke agenda's die daar circuleren, zijn religieuze politieke agenda's. Als Kadhafi weg is, wat krijgen we dan in de plaats? Wij kunnen ons toch niet in een langdurige oorlog engageren om een Libisch of een Benghazi's kalifaat in het zadel te helpen of te houden?

Wat is onze langetermijnstrategie geweest het afgelopen weekend en wat zal ze in de toekomst zijn? Ik haal het gekwakkel van de Arabische Liga in het weekend aan. Ik haal Rusland en China aan. Turkije ligt dwars in de NAVO, waardoor die wellicht niet zal kunnen optreden.

De Verenigde Staten proberen onder het commando uit te komen en Zuid-Afrika distantieert zich van het doel om een regimewissel te proberen te bewerkstelligen. Wij hebben het gezelschap van Saudi-Arabië, Qatar en de Arabische Emiraten om de democratie in de Arabische staat Libië te gaan waarborgen.

Wij zijn niet in goed gezelschap. Bovendien is er Europese verdeeldheid. Dat België zijn karretje nog maar eens aan Parijs heeft vastgemaakt, stelt mij niet gerust. Sarkozy treedt om electorale redenen op en daar hebben wij niets mee te maken.

Er is niet nagedacht over een anti-Westerse terugslag in dit dossier.

Vlaams Belang is gekant tegen een blanco cheque. Als overtuigde Europeanen staan wij achter de argumenten voor het Duitse neen in de VN. Duitsland heeft het gebruik van militair geweld nauwgezet bestudeerd, net als de gevolgen en de beperkingen. Het zag grote risico's. De waarschijnlijkheid van een grootschalig verlies van mensenlevens mag niet worden onderschat. Als de voorgestelde stappen ondoeltreffend blijken, ontstaat het gevaar dat men meegesleurd wordt in een langdurig militair conflict dat de bredere omgeving rond Libië zou aantasten. Men mag geen militaire confrontatie aangaan op basis van de optimistische veronderstelling dat men snelle resultaten met weinig slachtoffers zou boeken.

Een van de grootste problemen van deze eeuw zal de illegale immigratie vanuit Noord-Afrika naar Europa zijn. We moeten zo snel mogelijk weg uit Libië. Als we dan toch iets nuttig willen doen, moeten we in de regio onze eigen belangen dienen, namelijk illegale immigratie tegenhouden door een zeeblokkade.

Kadhafi sloot schijnakkoorden met het Westen. Hij was een bedrieger. We moeten, nu we daar toch zijn, van de gelegenheid gebruik maken om aan het zuiden van de Middellandse Zee onze grenzen te beveiligen.

We moeten duidelijk het signaal uitsturen dat de bevrijding van de bewoners van de Noord-Afrikaanse landen een reden is voor die bewoners om in hun landen te blijven en dat die landen ontvluchten voor Europa onder geen enkel beding aanvaard zal worden. (*Applaus bij VB*)

01.13 Christian Brotcorne (cdH): Het cdH steunt resolutie 1973 voluit: wij interpellieren de minister van Buitenlandse Zaken nu al lang genoeg zonder verpozen, opdat de internationale gemeenschap haar verantwoordelijkheid zou opnemen.

Wij steunen dit ten volle, want wij handelen in overeenstemming met het internationaal recht. Deze resolutie is er gekomen omdat een tiran zijn macht misbruikt en zijn volk onderdrukt.

Het is absoluut noodzakelijk dat de regionale organisaties, en inzonderheid de Arabische Liga, dit initiatief steunen. We mogen in geen geval in de val raken van een zoveelste beschavingsoorlog van het Westen tegen de moslimwereld.

Daarnaast moest de Libische bevolking om een internationale interventie vragen.

Om de steun van de regionale organisatie of van het Libische volk te behouden moet men zich houden aan de resolutie van de Verenigde Naties. Wij moeten die resolutie ten uitvoer leggen binnen het bestek van wat ze voorschrijft!

Te dien einde is het absoluut noodzakelijk dat wij exact op de hoogte zijn van de *rules of engagement* voor onze troepen in het kader van deze internationale operatie. Welke regels gelden er? Zijn dat NAVO-regels? Komt er een eenheidscommando? Zo ja, wat voor een commando onder auspiciën van de NAVO? Dat is ook nodig opdat de Kamer de parlementaire controle op de inzet van onze troepen in het buitenland kan blijven uitoefenen.

De internationale interventie biedt ook garanties voor de ontwikkelingen in Tunesië en Egypte.

De huidige toestand zal voor moeilijkheden zorgen onder de Libische bevolking. Er zullen volksverhuizingen op gang komen in het land zelf, maar ook naar andere landen. Naast de militaire operaties moet men zich buigen over humanitaire hulp en daar werk van maken.

De Europese Unie moet beginnen na te denken over haar toekomstige betrekkingen met al de landen rondom de Middellandse Zee. Ze moet de manier waarop ze de bevolking van die landen wil helpen, herzien.

Mijn gedachten gaan uit naar onze militairen. We staan op het punt de inzet van onze troepen in het buitenland goed te keuren en zo een beslissing is nooit zonder risico. Het is belangrijk dat we ze laten weten dat we aan hun zijde staan. (*Applaus*)

01.14 Jean Marie Dedecker (LDD): De Venezolaanse olieminister Juan Pablo Pérez heeft ooit gezegd dat olie de ontlasting van de duivel is. Een onderzoek van de Wereldbank tussen 1996 en 2004 omtrent de verhouding tussen democratie en het bezit van olie stelde vast dat de olieproducerende landen wereldwijd behoren tot de 25 procent slechtste landen op het vlak van democratie. Naast Libië is er dus nog werk aan de winkel in de wereld.

Ik steun resolutie 1973 volledig, omdat wij voor een deel medeplichtig zijn aan het lot van de slachtoffers vandaag. Vandaag gebruiken we grote woorden om het lot van Libië en om Kadhafi te beschrijven, maar Kadhafi werd enkele jaren geleden aan de borst gedrukt door voormalig premier Verhofstadt en op thee onthaald door toenmalig Kamervoorzitter Herman De Croo.

De medeplichtigheid is al jaren aan de gang. Kadhafi heeft ooit een discotheek in Berlijn laten opblazen. In 1988 liet hij boven Lockerbie een vliegtuig uit de lucht halen. Ik zeg aan de PS – die altijd grote woorden gebruikt – en cdH dat het de Fabrique Nationale de Herstal is die wapens heeft geleverd en die kogels heeft verkocht.

Berlusconi heeft Kadhafi vijf jaar geleden een cadeau gegeven van 5 miljard dollar om migratie naar Europa te ontmoedigen.

Na voorbereidend werk van voormalig minister van Buitenlandse Zaken De Gucht heeft België het Libische lidmaatschap van de VN-Mensenrechtenraad gesteund.

Daarom moeten we de resolutie en de interventie voor 100 procent steunen en zelfs verder durven gaan, want een beetje oorlog voeren is nu eenmaal onmogelijk. Kadhafi is al langer een zeer omstreden figuur in het Westen. Met deze *coalition of the willing* kunnen we voor het eerst zeggen dat de grootmachten op één lijn zitten en nu moeten we dus tot op het bot gaan. Via operatie Desert Storm heeft voormalig VS-president Bush Saddam Hoessein destijds proberen uit te schakelen volgens een gelijkaardige logica. Twaalf jaar later moest men terugkeren om dat doel eindelijk te bereiken. Het leert ons dat niet alleen de vruchten, maar ook de wortels van het kwaad moeten worden vernietigd.

Ik heb alle begrip voor de genomen beslissing. In een regering van aflopende zaken moet dit natuurlijk gebeuren met toestemming van het Parlement. Ik sta volledig achter het optreden van de regering, want nu niets doen zou getuigen van schuldig verzuim.

01.15 **Laurent Louis** (onafh.): De internationale gemeenschap had de plicht om te reageren op de situatie in Libië, zoals ze dat zou moeten doen ten aanzien van alle landen die de mensenrechten niet in acht nemen.

Ik wil onze militairen die namens ons land hun leven in de waagschaal stellen, moed inspreken.

Is de keuze voor oorlog echter wel de juiste? Er werd geen enkele gezant afgevaardigd om met Kadhafi te onderhandelen over een andere oplossing die minder mensenlevens zou eisen.

Er wordt te weinig rekening gehouden met *collateral damage*, noch met de familie van de militairen die ter plaatse worden gestuurd. Hopelijk duurt deze oorlog niet te lang en krijgt kolonel Kadhafi niet de kans om terug te slaan en terroristische acties te beramen in onze landen.

Ons land is al negen maanden niet in staat om een regering te vormen, maar wanneer het erom gaat ten oorlog te trekken, is iedereen het snel eens! De Belgische belastingbetaler zal voor de kosten van die oorlog moeten opdraaien, terwijl de politieke crisis al meer dan 600 miljoen euro heeft gekost.

Nadat we eerder wapens verkochten aan Kadhafi, is het normaal dat we ons onbehaaglijk voelen bij de huidige toestand.

Valt immers niet te vrezen dat het onderliggende motief van deze interventie eigenlijk een puur geostrategisch doel is, dat verpakt wordt als het goede geweten van het Westen, en dat men eigenlijk de hand wil leggen op de rijkdom van Libië, de grootste olieproducent van Afrika?

Het is verontrustend dat landen als de Verenigde Staten, Groot-Brittannië of Frankrijk beslissen om Libië aan te vallen, maar werkeloos toezien bij vergelijkbare toestanden in Ivoorkust, Noord-Korea, Bahrein, Oman, Saudi-Arabië of, meer nog, Iran. Zullen we pas na het einde van het conflict te weten komen wat de werkelijke inzet van die oorlog was? Wie zal die landen bijstaan in de fase na de oorlog? Welk lot zal de dictator beschoren zijn?

Ik hekel de houding van degenen die kolonel Kadhafi als een staatschef die naam waardig hebben ontvangen, terwijl iedereen al jaren weet dat die man een gevaarlijke gek en een terrorist is!

De eerste prioriteit zou de snelle vorming van een regering moeten zijn in plaats van oorlog voeren! Ik heb beslist die resolutie niet te steunen door mij bij de stemming te onthouden.

Ik vraag de politieke verantwoordelijken om in de toekomst voorzichtiger te zijn en zorgvuldiger te werk te gaan met betrekking tot de aard van de regimes die ze steunen. Dan zullen we niet ten oorlog hoeven te trekken om de fouten uit het verleden recht te zetten. (*Applaus bij de N-VA*)

01.16 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De betrokkenheid van het Parlement is nu inderdaad cruciaal, niet alleen omdat wij momenteel een regering hebben van lopende zaken, maar ook gezien de grote verantwoordelijkheid die we vandaag op ons moeten nemen.

(*Frans*) Deze waardige beslissing volgt de stem van het universele geweten. Het is goed dat deze beslissing eendrachtig en sereen genomen werd.

(*Nederlands*) Terecht werd onderstreept dat zowel de regering als het Parlement geweld beschouwen als een *ultima ratio*, wanneer alle andere mogelijkheden uitgeput lijken. Even terecht werd gesproken over een duurzaam engagement, dat zich niet beperkt tot de wijze waarop wij resolutie 1973 zullen uitvoeren, maar dat ook moet gelden als we de Libische bevolking moeten bijstaan.

(*Frans*) Wij moeten standvastig zijn.

(*Nederlands*) Deze zin zal ongetwijfeld profetisch blijken als wij later zullen terugblikken op onze beslissing van vandaag.

Men zei hier terecht dat we bij de inzet van onze Belgische militaire middelen de grenzen van resolutie 1973 moeten respecteren, hoewel ons engagement ten aanzien van de Libische bevolking uiteraard verder dient te

gaan.

De heer Van der Maelen waarschuwt terecht voor het gevaar van flexibele interpretaties van resolutie 1973, maar we mogen zelf ook niet teveel dubbelzinnigheid creëren. Zo hebben wij samen met onze Europese collega's en de internationale gemeenschap zeer duidelijk gezegd dat Kadhafi de macht moet afstaan. En we zijn inderdaad voorstander van een democratisch regime in Libië. Het verhaal is dus eigenlijk niet zo ingewikkeld.

Wat ons militair engagement betreft, beperken we ons zeer duidelijk tot resolutie 1973, namelijk een einde stellen aan het bloedvergieten en het militaire geweld waaraan Kadhafi zijn eigen burgers onderwerpt. Er bestaat dan ook geen dubbelzinnigheid over de eventuele inzet van grondtroepen, want in de resolutie wordt uitdrukkelijk gesteld: 'geen bezettingsleger'. De internationale gemeenschap wil dus duidelijk geen herhaling van het gebeuren in Irak. Ook al wordt in de resolutie de inzet van grondtroepen als zodanig niet ondubbelzinnig uitgesloten, toch heeft zowel de premier als de minister van Defensie duidelijk aangegeven dat Belgen niet zullen deelnemen aan grondoperaties. En uit de interventies in dit Parlement begrijp ik dat dit standpunt in ruime mate wordt gedeeld.

(Frans) Er moet een breed draagvlak zijn bij de internationale gemeenschap. Mevrouw Rutten noemde dit een 'opdracht'.

(Nederlands) Het is een opdracht die ik ter harte neem, want tijdens de vergadering met mijn EU-collega's van Buitenlandse Zaken van vanochtend heb ik dat namens België uitdrukkelijk naar voren geschoven.

(Frans) Zuid-Afrika, Nigeria en Gabon hebben voor de resolutie gestemd, wat ons vertrouwen doet groeien: wij zullen bij machte zijn volkeren nader tot elkaar te doen komen in plaats van ze te verdelen.

De Belgische diplomatie tracht die solidariteit in de wereld te schragen. Ik wijs u erop dat Amr Moussa, de secretaris-generaal van de Arabische Liga, nog eens duidelijk onderstreept heeft dat hij resolutie 1973 steunt.

Wat de solidariteit betreft, staan wij weliswaar een optreden voor van de NAVO, waarvan wij de regels en instrumenten kennen, maar de Arabische landen moeten zich bij de actie blijven aansluiten. Vandaar onze genuanceerde en subtiële benadering.

(Nederlands) Ik ben blij met de verklaring dat de diplomatieke mallemlen misschien traag draait, maar dat het wel de moeite waard was. Ik geef echter ook toe dat als, onder andere, Frankrijk geen initiatief had genomen, de situatie in Benghazi wellicht zo ver was gekomen dat de hele wereld zich diep had moeten schamen. Dankzij de diplomatieke inspanningen is er nu ook een legitimatie van de VN evenals eensgezindheid in de Arabische en de in Europese wereld.

De heer Luykx heeft niet helemaal ongelijk als hij wijst op de problemen binnen de EU, maar toch denk ik dat de Unie ook in dit post-Lissabontijdperk nog steeds in staat is tot eensgezindheid. Deze ochtend hebben wij op onze EU-vergadering het initiatief van de Conferentie van Parijs en de *coalition of the willing* verwelkomd als een bijdrage tot de oplossing.

De regering vraagt het Parlement geen blanco cheque, maar vraagt wel om te beseffen dat dit soort acties nooit zonder risico's zal zijn. Laten onze eensgezindheid en de duurzaamheid van ons engagement een teken van respect zijn voor de militairen die wij op missie naar Libië sturen. (*Applaus bij N-VA, PS, MR, CD&V, sp.a, Ecolo-Groen!, Open Vld en cdH*)

01.17 Minister **Pieter De Crem** (Frans): Net als mijn collega verwijs ik voor de algemene militaire aanpak van de operatie in Libië naar mijn toespraak van vorige vrijdag.

De *rules of engagement* werden door de regering besproken. Met het oog op de veiligheid van onze militairen kan ik u daarover geen nadere informatie verschaffen.

(Nederlands) In deze openbare vergadering kan ik uiteraard niet meer informatie geven over de inzetregels, maar ik hoop dat de Kamercommissie ter opvolging van buitenlandse missies haar rol zal kunnen spelen. Ik

zal daaraan mijn volledige medewerking geven.

Tijdens de coalitieopdrachten van ons detachement F-16's – waarvan de eerste opdracht vandaag om 15.00 uur van start is gegaan – zullen wij de NAVO-inzetregels toepassen, aangevuld met een specifieke inzetregel ter bescherming van de burgers. Op de NAVO-opdracht ter afdwinging van het wapenembargo, waarvoor wij de mijnenveger Narcis inzetten, zijn de NAVO-inzetregels zonder meer van toepassing.

Voor het wapenembargo geldt al een NAVO-commando met een operationeel hoofdkwartier in Napels. Nu moeten we zo snel mogelijk overgaan naar een NAVO-commando voor het afdwingen van de no-flyzone, dat nu nog onder coalitiecoördinatie in Ramstein staat. Onze nationale cel bestaat uit drie officieren onder leiding van de brigadegeneraal Cosijn.

Er is overigens nooit een interpretatieprobleem geweest met betrekking tot het commando.

(Frans) De regering besliste om 14 uur onze deelname gestand te doen door, enerzijds, F-16's naar de Griekse luchtmachtbasis van Araxos te sturen en door, anderzijds, de mijnenveger BNS Narcis in te zetten. Globaal genomen zullen 150 militairen van de luchtcomponent in Griekenland gestationeerd worden en 45 personen zullen inschepen of bevinden zich al aan boord van de mijnenveger Narcis.

Ik wijs op de grote inspanningen van onze militairen. Onze gedachten gaan ook uit naar hun families, hun kinderen en naar allen die hen dierbaar zijn. *(Applaus op de banken van N-VA, PS, MR, CD&V, sp.a, Ecolo-Groen!, Open Vld en cdH)*

01.18 Eerste minister **Yves Leterme** *(Nederlands)*: Ik zal kort zijn. De ministers De Crem en Vanackere zijn al op de meeste bekommernissen ingegaan.

(Frans) De regering stelt zich beschikbaar voor geregelde contacten met het Parlement. Deze principiële houding wordt nog versterkt door de institutionele situatie.

(Nederlands) Het essentiële objectief is de bescherming van het Libische volk tegen de wandaden van het regime-Kadhafi.

(Frans) Wat zal België doen? Ons land zal met de bondgenoten samenwerken om het vliegverbod te doen naleven.

(Nederlands) In een internationale context zullen wij helpen de no-flyzone af te dwingen: niet meer, maar ook niet minder. Dat betekent dat de regering het Parlement nooit zal vragen om grondtroepen te kunnen inzetten. Het afdwingen van een no-flyzone betekent wel dat afweergeschut en commandolijnen die het vliegverbod overtreden, het doelwit van acties kunnen zijn.

(Frans) Het rijk van kolonel Kadhafi loopt ten einde. Dat is het politieke standpunt van de hele wereld: gezien zijn reactie heeft dit regime geen legitimiteit meer.

(Nederlands) Dat staat niet letterlijk in resolutie 1973. Wel staat er dat moet worden onderzocht of er gronden zijn om schuldigen voor het Internationaal Strafhof te brengen.

(Frans) Het regime van Kadhafi moet verdwijnen, maar de doelstelling van de actie waarbij België zich aansluit, is de Libische bevolking te beschermen door het instellen van een no-flyzone.

(Nederlands) Het is niet zo dat deze regering van lopende zaken het Parlement vraagt om een beleidsdaad te bevestigen. Neen, het is het Parlement dat door over deze resolutie te stemmen, beslist over de Belgische deelname aan de internationale actie in Libië. De actie is rechtvaardig, maar risicovol. Wij zullen zoveel mogelijk trachten te voorkomen dat er onschuldige slachtoffers vallen, maar ik hoop dat de parlementsleden alle risico's goed hebben afgewogen.

(Frans) Naast de politieke uitspraken wil ik hulde brengen aan de 195 landgenoten die de beslissing van dit Parlement ten uitvoer zullen leggen. *(Applaus bij N-VA, PS, MR, CD&V, sp.a, Ecolo-Groen!, Open Vld en cdH)*

01.19 Peter Luykx (N-VA): Tijdens de discussie hebben veel leden verwezen naar het verleden en ook kritiek geuit. Ze hebben de zaken in een breder kader willen schetsen. Het is niet dat N-VA dat debat niet wil aangaan, maar vandaag moeten wij, los van het verleden en de toekomst, een beslissing nemen. De beslissing die wordt genomen is de enige juiste beslissing.

De eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken verklaarden dat het voor een regering van lopende zaken van belang is om het Parlement bij deze beslissing te betrekken. Ik vraag van deze regering ook dat ze blijf geeft van cohesie en eensgezindheid, want de interpretatie van onze interventie in Libië door de verschillende ministers vertoonde toch al wat kleine barstjes.

De internationale gemeenschap is het erover eens dat kolonel Kadhafi moet verdwijnen. Onze collega's van de sp.a moeten niet naïef zijn. Hij zal zelf niet naar Den Haag gaan. Het is de militaire interventie die de deportatie van kolonel Kadhafi uit Libië mogelijk zal maken.

01.20 Patrick Moriau (PS): Ik dank de premier, de minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Landsverdediging voor hun duidelijke toelichting.

Het is niet met vreugde dat beslist wordt wat wij binnen enkele ogenblikken zullen beslissen. Er zullen mensen lijden, want burgerslachtoffers zijn onvermijdelijk. We weten dat deze actie risicovol is. In deze regio is het streven naar de waarden die de onze zijn immens. We moeten onze hulp bieden, maar mogen onze wil niet in de plaats van die van de volkeren stellen!

De toestand is ernstig en, namens mijn fractie, betuig ik eer aan hen die risico's gaan nemen ter verdediging van onze democratische waarden. (*Applaus op de banken van de socialistische fracties*)

01.21 Daniel Bacquellaine (MR): Het is essentieel dat het Parlement de regering steunt en dat zo een belangrijke operatie op een zo groot mogelijk draagvlak kan rekenen. De internationale gemeenschap en de Verenigde Naties moeten ruggensteun krijgen voor die operatie en het verheugt ons dat de Arabische Liga dat initiatief blijft steunen.

We willen met onze stem duidelijk maken hoezeer we belang hechten aan universele waarden en, in het bijzonder, aan de democratie. We moeten het Libische volk steunen.

We willen een geïntegreerd commando voor die operatie en ik zal de regering vragen het Parlement op de hoogte houden opdat we de volle verantwoordelijkheid van de risico's die we vandaag nemen, op ons zouden kunnen nemen. (*Applaus bij de liberalen*)

01.22 Stefaan Vercamer (CD&V): Deze gedachtewisseling heeft een groot aantal zaken verduidelijkt. We blijven erop aandringen dat er alles aan gedaan wordt om de risico's tot een minimum te beperken, ook al blijft het natuurlijk altijd een riskante onderneming. Er mogen alleszins geen Belgische grondtroepen gestuurd worden.

Naast deze militaire actie moet er ook via diplomatieke en politieke kanalen gewerkt worden aan de opbouw van een nieuwe democratische samenleving in Libië.

Ten slotte roep ik op om zo snel mogelijk de gemengde commissie van Kamer en Senaat te installeren voor de verdere opvolging van dit dossier.

01.23 Dirk Van der Maelen (sp.a): De eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken hebben duidelijk gezegd dat het Belgisch engagement zich zal ontplooiën binnen de grenzen van resolutie 1973. Als de coalitie buiten die resolutie optreedt, dan zullen we dat probleem hier in de Kamer aankaarten.

Er blijft onzekerheid over de interpretatie van de resolutie. Kan de regering ons op de hoogte houden van de discussies en de beslissingen van het expertencomité dat in de resolutie werd opgericht?

Aan mijn collega's van de N-VA wil ik nog zeggen dat het niet de gewoonte is dat fracties met elkaar beginnen te debatteren over zulke zaken, maar wel dat de fracties met de regering debatteren.

Wij hebben er het volste vertrouwen in dat de Libische oppositie, net zoals de Tunesiërs en de Egyptenaren, de rekening met Kadhafi zelf kan vereffenen.

01.24 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Het is goed dat de regering er zich van bewust is dat het niet vanzelfsprekend is om als regering van lopende zaken deel te nemen aan een internationale militaire operatie. Kan de regering toch de *rules of engagement* zo snel mogelijk vrijgeven in de bijzondere commissie voor de opvolging van buitenlandse operaties? De werkwijze die nu gevolgd is, met een debat in het Parlement, is de juiste. Als de operatie in de toekomst een nieuwe invulling krijgt, stel ik voor dat het Parlement daar dan ook over mee beslist.

De VN-resolutie is het strikte kader van deze operatie. Grondtroepen zijn uitgesloten, vooral omdat de Libische oppositie zich er tegen verzet. Deze operatie zal mislukken als we de steun van de Arabische Liga en de Libische oppositie verliezen. Wij kunnen het Libische verzet wel ondersteunen, maar het Westen kan zich niet in de plaats van het Libische volk stellen.

Ten slotte herhaal ik mijn pleidooi om een sterkere morele dimensie aan ons buitenlands beleid te koppelen. Wij moeten een structureel debat voeren over de manier waarop wij met dictators omgaan op economisch, financieel en diplomatisch vlak.

01.25 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Onze fractie sluit zich aan bij de uitingen van respect voor onze militairen, die op dit moment op onze vraag hun plicht op het terrein vervullen.

01.26 Gerolf Annemans (VB): Ik krijg net een persbericht waarin ik lees dat de eerste Belgische F16's boven Libië vliegen. Minister De Crem is er dan toch nog in geslaagd het Parlement met enkele minuten te kloppen.

01.27 Christian Brotcorne (cdH): Ik ben erg blij met de duidelijke antwoorden van de regering. Het wordt dus de hele resolutie, maar niets dan de resolutie!

Het verheugt me bovendien dat de twee ministers instemmen met een snelle bijeenroeping van de gemengde commissie voor de opvolging van buitenlandse missies, zodat we kennis kunnen nemen van de *rules of engagement* van onze troepen. (*Applaus op de banken van het cdH*)

01.28 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik hoop dat het Parlement even eensgezind zal zijn als er in de toekomst vergeldingsmaatregelen en terroristische aanslagen gebeuren.

Ik ben niet a priori tegen het sturen van grondtroepen. Een beetje oorlog bestaat niet, wij moeten doorgaan tot op het bot ten aanzien van een satraap als kolonel Kadhafi, die huurlingen veel geld betaalt om op zijn eigen volk te schieten.

01.29 Laurent Louis (onafh.): Ik blijf ervan overtuigd dat hier niet alleen humanitaire belangen op het spel staan. Ik betwijfel ook of wij de diplomatie wel alle kansen gegeven hebben. Gelet op die twijfel wens ik mij te onthouden, want onze eerste bekommernis zou de vorming van een nieuwe regering moeten zijn, niet het roeren van de oorlogstrom.

De **voorzitter**: Ik dank de eerste minister en de ministers van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging, alsook de leden die het woord hebben gevoerd, voor de kwaliteit van hun betoog. De regering kan op onze steun blijven rekenen, in het licht van de beloofde transparantie. We zullen het nodige doen om snel over bijkomende technische informatie te beschikken in het kader van de commissie voor de opvolging van buitenlandse missies of van een ad-hoccommissie.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

Naamstemmingen

02 Voorstel van resolutie betreffende de toestand in Libië (1308/2)

<i>(Stemming/vote 1)</i>			
Ja	125		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	1	Abstentions	
Totaal	126		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

02.01 **Zuhal Demir** (N-VA): Ik heb ja gestemd.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 24 maart 2011 om 14.15 uur.